



Nelle série N°122

FSU.93
infos

juin 2011

Bulletin de la Fédération Syndicale Unitaire
de Seine Saint Denis

Numéro spécial

école et inégalités



Samedi 14 mai

COLLOQUE



Bobigny - Bourse départementale du travail

Actes du colloque

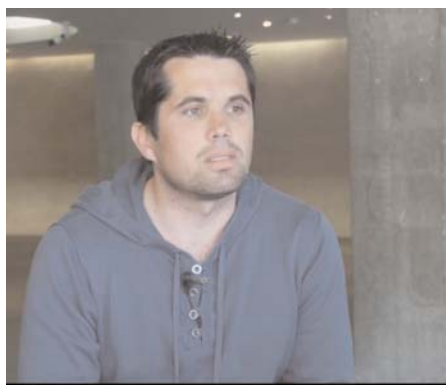
Tous capables ?



Claude Lansade
Directrice d'école - Tremblay

Qu'il y ait une espèce de facteur génétique qui ferait que certains ne pourraient pas apprendre est totalement faux !

C'est le regard qu'on pose et c'est l'envie qu'on a et le projet qu'on porte pour son gamin qui fait qu'il apprend ou qu'il apprend pas



Guillaume Courtaud
Professeur d'EPS - Bobigny

Il est important d'envisager ce préalable, sinon quel sens donner à l'école ?

Envisager que pour un élève, l'échec est une fatalité c'est penser qu'il n'y a pas d'éducation, pas d'appropriation des savoirs



Catherine Da Silva
Professeure des écoles - St Denis

Pour moi, tous les élèves sont capables d'apprendre.

Je suis dans un quartier qu'on considère comme très difficile, certains élèves en CM2 ont parfois des difficultés en lecture, d'écriture, mais oui tous capables d'apprendre.

Mais il leur faut du temps,



Gilles Laurent
Enseignant spécialisé - Pantin

Ce qu'ils viennent faire à l'école, c'est accéder à une culture

Si on considère que la mission de l'école c'est celle-ci, il me paraît évident que tous les enfants ont quelque chose à apprendre à l'école et que tous le peuvent

Sommaire: P.2: Interventions video; P.3: Ouverture; P.4 à 13: L'école pour quoi faire ?; P.14: Interventions video; P.15

: Pub Dessins Faujour - Photos Michel Ossakowsky

FSU 93 Infos - Bulletin de la FSU de Seine St Denis - N° CP: 1011 S 07010 - N° ISSN: 1247-1003 - Directeur de la publication José Tovar - bimestriel édité par nos soins - responsable de la rédaction Guy Trésallet - Imprimerie Rivaton 1 rue St André 93000 Bobigny



Allocution d'ouverture

Guy Trésallet

Secrétaire général FSU 93

On avait, avec nos partenaires de la FCPE, pris l'habitude dans ce département de tenir régulièrement ce genre d'initiatives ; cela fait malheureusement quelques années qu'on ne l'avait plus fait, **je me félicite de la tenue de ce colloque.**

Avec la FCPE il y a un terme auquel nous sommes particulièrement attachés, " proposition ". Face à nous les gouvernements qui se méfient des organisations syndicales, essayent, de les cantonner au seul rôle d'opposition. Bien sûr l'opposition est nécessaire, au vu des coups portés, de la politique de destruction massive du service public d'éducation. Mais pour nous le sens de l'action syndicale c'est aussi réfléchir aux évolutions nécessaires et apporter nos analyses et nos contributions. **Il est de notre responsabilité de participer, voire d'initier des réflexions, pour construire des alternatives et pour convaincre, surtout dans un pays aussi riche que le nôtre qu'en terme éducatif il y a d'autres choix possibles.**

Mais les propositions que nous souhaitons porter, nous les voulons issues d'échanges et de confrontations. Avec les personnels bien sûr, et les futures élections professionnelles nous en donneront l'occasion, mais aussi avec d'autres partenaires. C'est le cas ce matin, avec, autour des représentants de la **FSU et de ses syndicats, la FCPE, l'UNEF, la Ligue de l'Enseignement, et le Conseil Régional.**

C'est dans ce même esprit d'échange et de confrontation que nous avons souhaité débattre cet après-midi avec des responsables politiques dont la formation ambitieuse en 2012 d'être aux affaires, Chacun d'entre nous le voit bien, quelle que soit sa sensibilité, s'il n'est pas question de revenir à des dérives anciennes qui ont pu ici ou là avoir comme résultat l'instrumentalisation du syndicat, on peut plus se contenter de ne croiser les formations politiques, plus ou moins sagement rangées sur les trottoirs, que lorsqu'elles viennent saluer les manifestations.

On a véritablement besoin aujourd'hui d'inventer des rapports nouveaux. Il me semble sain, pour le mouvement syndical, porteur de revendications et de projets,

dans une démocratie, que l'échange régulier se fasse entre le syndical et le politique ; c'est en tout cas l'objectif de cet après-midi, en espérant que cela puisse se reproduire ailleurs.

Et puis, bien sûr, mais ça ne surprendra pas ceux qui connaissent la FSU 93, nous avons aussi opté pour la présence de deux chercheurs pour éclairer nos débats.

Nous faisons partie de celles et ceux qui ne comprennent pas l'absence de prise en compte, et ce à tous les niveaux, des travaux des chercheurs. En Seine Saint-Denis, particulièrement sur Paris VIII, nombre de recherches considérables et de grande qualité ont été menées en matière d'éducation, personne ne prend en compte ces travaux !

C'est pour nous une nouvelle occasion de dénoncer ce scandale. Mais pour notre part, nous allons, nous, profiter de leur éclairage, et tenter, modestement de populariser et faire connaître leurs recherches.

La préparation de la rentrée prochaine avec ses multiples exemples de fer-

meture de classe et de suppression de postes commence à faire réagir, et nous nous en réjouissons, au delà de ce que j'allais appeler les cercles traditionnels. Juste un exemple : il y a quelques années la FSU avait lancé, au détour d'une campagne électorale, l'idée qu'il fallait exiger que l'éducation redevienne une priorité nationale. Dans ce département, sur trois villes, on a vu la semaine dernière, un appel de même nature qui était initié par des parents et des enseignants. Ils ont fait le choix, pour l'instant, de ne pas demander aux organisations syndicales départementales ou nationales de le signer ; s'ils décident d'élargir leur appel c'est tout naturellement, bien sur, que nous le signerons, que nous contribuerons à le populariser. Mais je pense qu'au travers de tels exemples, nous avons, ici, aujourd'hui, première fédération des personnels de l'éducation et la première fédération des parents d'élèves, une responsabilité accrue dans cette idée de faire progresser le débat sur le sens de l'école et persuader l'ensemble de la population de l'importance qu'il y a, à ne plus laisser détruire le service public d'éducation.

Il est vraiment temps aujourd'hui de construire une riposte la plus large et la plus massive possible.

L'école pour quoi faire ?



François Cochain

A lors, l'école pourquoi faire ? Le sujet est d'actualité au moins depuis 1881, encore que, au moment de Jules Ferry, quand les choses se sont mises en place, elles étaient aussi issues de longs débats qui datent de très longtemps et qui avaient été éclairés au moment du siècle des lumières. La question a toujours été accompagnée de réponses liées à la démocratisation de l'accès au savoir, mais aussi de réponses purement économiques avec leur cortège de conséquences sociales.

Posons la question " l'école pourquoi faire ?" à de jeunes élèves, à des collégiens, à des lycéens, à leurs parents et nous mesurerons l'étendue de l'attente sociale à leurs réponses.

L'école permet de structurer les humains parce qu'elle apporte les éléments qui permettent de comprendre le monde qui nous entoure, elle permet de mettre des mots sur nos existences et sur leurs environnements. L'école permet d'expliquer, avec l'école, chaque individu passe de l'implicite à l'explicite, en même temps, chacun d'entre nous s'y est socialisé ou s'y socialise, chacun d'entre nous y a bâti son rôle de citoyen mais aussi celui d'autonome, d'individu autonome et responsable, c'est à dire capable de gagner sa vie.

A l'école, on apprend avec les autres, grâce à eux, aussi ; parfois contre eux, dans la rivalité ou la compétition. On apprend aussi à vivre, on y apprend à vivre à plusieurs. De l'école, on attend donc beaucoup.

On pressent presque intuitivement que ceux qui considèrent très tôt dans son acception utilitariste de fournisseur d'accès à l'emploi sont ceux qui risquent d'en profiter le moins.

Les jeunes enfants qui répondent à la question " l'école pourquoi faire ? " même s'ils ont des propos convenus, seront ceux qui détourneront plus facilement la question en y répondant qu'ils aiment bien l'école, qu'ils y trouvent du plaisir. Le sentiment de grandir en apprenant reste fort, puis, plus on grimpe vers la sortie, plus la pression sociale, qui est légitime, de l'accès à la qualification qui permet l'accès à l'emploi, prend de l'importance.

Et on voit bien que plus on a les moyens financiers et aussi les moyens psychologiques de reculer le moment de cette question, plus on va pouvoir profiter de l'aspect, d'abord culturel de l'école et moins on va être dans son rôle d'utilisateur qui permet d'accéder à l'emploi.

“L'école, chacun d'entre nous y est socialisé, ou s'y socialise

Alors l'école, est ce qu'elle est faite pour entrer dans les apprentissages ? Est ce qu'elle est faite pour avoir envie d'apprendre ? Est ce qu'elle est faite pour y structurer ses connaissances, sa pensée ou bien est ce qu'elle est faite pour lister des compétences que l'on acquiert progressivement pour devenir employable ? Coopération ou compétition, culture commune ou socle commun, le sujet est vaste et fait l'objet de nombreuses publications et analyses.

Avec nous, **Stéphane Bonnéry**, Chercheur Enseignant à Paris 8, **Frédérique Rolet** pour la FSU qui remplace Bernadette Groison qui n'a pas pu venir suites à des problèmes personnels et qui nous demande de l'excuser, Frédérique est Co-secrétaire générale et porte parole du SNES, **Jean Jacques Hazan**, Président de la FCPE, **Emmanuel Zemmour**, Président de l'UNEF et **Arnaud Tiercelin**, Secrétaire national de la ligue de l'enseignement



Stéphane Bonnéry

Je suis chercheur à l'université paris VIII travaillant sur les inégalités scolaires notamment dans les apprentissages et le rapport plus global à l'école et l'évolution des formes de savoir et de cultures qui sont " travailler à l'école ".

Sur ce dernier point, il me semble qu'il y a une question sur " tous capables " et " quelle mission pour l'école " à laquelle les gens interviewés ont beaucoup répondu, et c'est normal, sur " à quelles conditions " et " pour quoi faire ".

Il faut à men sens insister sur tous capables, mais de quoi faire ? Et il a été dit : de former des citoyens, des adultes, éventuellement des travailleurs qui ne soient pas que des employables.

Mais il me semble que le débat sur l'école est enfermé dans une temporalité et **on oublie souvent que l'école forme des gens à vivre mais dans une société qui est pas celle d'aujourd'hui** mais qui est celle de dans 10, 15, 20, 30 ans. Je n'ai pas le temps de développer en détails, je peux y revenir plus tard, mais il faut prendre conscience que le monde qui sera celui de 2020, 2030, 2040 dans lequel vont vivre les enfants auxquels on enseigne aujourd'hui ne sera plus le même que celui des années 50. Les postes de travail, comme la vie citoyenne, seront modelés par des connaissances plus complexes, de haut niveau.

“Alors oui il faut enseigner à tous des choses de haut niveau”

Cela se ressent dans l'évolution des programmes, qui sont en partie critiquables mais en même temps qui montrent une tendance.

Il y a quelques décennies on enseignait la vie du temps de Louis XIV en cours moyen à apprendre par cœur et à réciter. Aujourd'hui en cours moyen on enseigne l'absolutisme comme système socio-politique. Et cette abstraction, on ne demande plus aux élèves de ne pas seulement la retenir et la réciter, mais on leur demande de s'en saisir, de savoir la dégager par eux mêmes, de savoir la réinvestir dans d'autres types de connaissances, la comparer avec d'autres périodes, et cette évolution elle se retrouve dans toutes les disciplines.

En science on enseignait, selon mon exemple, le scarabée : à réciter une page sur les trois parties du corps etc... aujourd'hui on enseigne des choses bien

plus compliquées sur les catégories de classement, sur l'observation, et on demande aux élèves de réfléchir et si on ne cerne pas ça je crois qu'il nous manque un truc pour dire " est-ce que les élèves sont capables ", mais capables de quoi ?

Et le piège du socle commun, du débat que nos gouvernants veulent enfermer en donnant un miroir déformé de ce qu'était l'école des années 50, et en expliquant que le petit niveau bien maîtrisé du certificat d'études primaire était bien suffisant pour vivre dans la société !

Oui, mais dans la société d'il y a 50 ans ! Il ne sera plus suffisant pour vivre dans la société qui sera celle de 2030, 2040, et là dessus ça me semble un élément fondamental sinon on est aveugle ! **On est aveugle sur les défis que doit relever l'école.**

Elle doit former tous les futurs citoyens à avoir une réflexion de surplomb sur ce que l'on fait et pas seulement réciter, obéir, de la réflexivité, de la distance, se demander lorsqu'on fait un exercice: quel est le savoir



qui est en jeu ? Pourquoi faire ? Et **est-ce que tous en sont capables ? Mais à priori oui ! Mais pas à n'importe quelle condition pour le coup.**

Je ne vais pas refaire le long historique des recherches en éducation qui montrent qu'il n'y a **pas de fatalité, qu'il n'y a pas de handicap socio-culturel au sens où les élèves qui viendraient de milieux familiaux populaires seraient condamnés à échouer. Sauf qu'il y a des inégalités sociales de réussite scolaire** lorsque l'école ne se voit pas dotée des conditions pour permettre à tous de se familiariser avec ce type de savoir de haut niveau, avec des exigences complexes Et là dessus on ne peut pas dire l'école peut enseigner si on ne pose pas la question : enseigner quoi ?

Si on veut préparer les adultes à vivre dans le monde dans lequel ils vont vivre, la question des défis de contenus doit être au cœur de la question : quelle école on veut, pour qui, et est-ce que tous en sont capables ? Alors oui il faut enseigner à tous des choses de haut niveau.

(suite page 6)

(suite de la page 5)

Sauf qu'une fois qu'on a dit ça, on pose un décor qui est tout à fait différent. Parce que ce qu'on demande à l'école ce n'est pas seulement de relever le défi de la massification ou la démocratisation (qui consistait à dire, on fait accéder toute une classe d'âge au niveau d'enseignement qui était autrefois réservé aux enfants de la bourgeoisie, il y a 60 ans, et à une petite fraction de boursiers) c'est **faire accéder toute une classe d'âge à se confronter à des niveaux d'exigences qui sont beaucoup plus compliqués**. Donc de ça qu'est-ce qu'on en fait ?

On a des gouvernants qui dans la lignée des choix stratégiques de l'OCDE, de l'Europe, etc... ont dit : on fractionne en deux, une partie des élèves (la moitié) qu'on prédestine à aller jusqu'à bac+3, qui n'est pas un vrai bac+3, une licence déconnectée de la recherche rapprochée du lycée et on envoie la moitié des élèves là dedans; et l'autre moitié, dès le plus jeune âge, on sélectionne, on les "élimine à l'envers" pour les mettre dans des écoles du socle commun où on ne vise que le minimum.

C'est faire le choix dès le plus jeune âge, de distinguer dans le programme ce qu'on enseigne à tous, juste le minimum, et ce qu'on enseigne à quelques-uns, un peu plus. C'est faire le choix de ne pas préparer tous les élèves, tous les futurs adultes, à vivre dans le monde dans lequel ils vont vivre. Sauf que ça a au moins le mérite d'être une réponse, défaitiste, mais une réponse, face à la question : comment on fait face à une société dans laquelle les savoirs vont croissants ?

“C'est faire le choix de ne pas préparer tous les élèves, tous les futurs adultes, à vivre dans le monde dans lequel ils vont vivre”

En termes de population, les chiffres du Ministère de l'Éducation donnent la chose suivante : au niveau collège pour le chef de famille, 57% de la population est ouvrier, employé, agriculteur, sans activité (chômeur n'ayant jamais travaillé) Plus 4 % de non réponse qui à mon avis peuvent être rangés là dedans. Il est où le mythe de la grande classe moyenne ?

Ça veut dire que plus de la moitié des " mômes " n'auront pas à la maison des adultes, qui vont pouvoir dire : "on te fait étudier une leçon de six chapitres, dans laquelle les deux premières pages sur douze sont sur les vikings. Et c'est un important de savoir qu'un drakkar se dit au pluriel des drékkis, mais la chose fondamentale en cours moyen 1 c'est de comprendre que l'invasion des Normands (et dans ce chapitre là, ce n'est pas dit explicitement) est un symptôme de l'affaiblissement du pouvoir central de la royauté ..." . Et ça, si ce n'est pas fait en classe, ce n'est pas vrai que dans toutes les familles on va pouvoir connecter l'importance de chacun des éléments étudiés séparément.

Or, de plus en plus, l'école demande à mettre en relation des choses hétéroclites, hétérogènes, des savoirs, plein d'informations dont il faut dégager l'essentiel et on est interrogé sur l'essentiel.

Et il y a besoin de lieux, de réflexion, de formation donc des moyens, du temps dégagé des classes,

pour que les enseignants puissent prendre le recul de ce qui est essentiel, de ce qui est accessoire, du type d'activité intellectuelle qu'on exige des enfants. Je suis assez sidéré des choses récurrentes, et il ne faut pas blâmer les collègues: il faut donner les outils pour travailler car c'est tellement récurrent que ça en devient inquiétant !

Je suis sur l'histoire: en CE2. Pendant des semaines on étudie la préhistoire, et on va étudier l'homo-habilis, l'homme de Néandertal... et sur chacun on met une représentation de la silhouette de la période concernée, plus ou moins redressée, plus ou moins voûtée, crâne plus ou moins gros, etc.. Ce qui dans la leçon apparaît comme une illustration de tout le texte, le jour de l'interrogation les gamins se trouvent confrontés à toutes les images qu'ils ont vues, mais la légende est "remets-les dans l'ordre chronologique ". C'est à dire que ce qui avait valeur illustrative, se trouve objet d'interrogation. Et les gamins se trouvent souvent dans une situation où on les interroge sur une activité intellectuelle qui n'est pas celle sur laquelle ils se sont entraînés, ils ont étudié.

Ça, soit on en fait un truc simpliste, comme le font nos gouvernants et on exhorte à la performance éducative ; soit on l'interroge comme un objet de travail. On demande des choses plus difficiles, on ne demande pas de réciter que l'homme de Néandertal " tatati et tatata ", on demande d'observer, de penser, d'avoir une pensée



de surplomb, de réfléchir, de comparer des documents, de savoir tirer des conclusions par soi-même.

Mais si c'est ça l'enjeu pour préparer les hommes et les femmes de demain : comment on donne les moyens à l'école de fournir aux enseignants des lieux, des outils, des espaces de confrontation, des espaces de réflexion, pour travailler ça ?

Les choix qui sont fait politiquement, aujourd'hui, majoritairement, au sommet de ce pays sont de dire on ne prépare pas tous les enfants à faire ça, donc on n'a pas besoin de trop de moyens pour la formation en cascade. Mais les moyens ils sont raccordés aux objectifs ! Ce ne sont pas des moyens pour des moyens. **Si on fait d'autre choix, tous capables, oui, mais certainement pas à n'importe quelles conditions de moyens ni de méthodes, ni de choix ni de matériels.**



Jean Jacques Hazan

Bonjour, merci de l'invitation, enfin de la coorganisation parce que c'est une journée coorganisée FCPE / FSU comme il en existe assez régulièrement dans ce département et je m'en réjouis.

La question de l'école et la question de ses objectifs elle est aussi inscrite dans la manière dont l'école s'est construite, en particulier l'école primaire, à **la création de l'école publique comme école pouvant transmettre des valeurs et des valeurs de la République.**

Il faut quand même garder ça à l'esprit pour regarder et chercher comment est-ce qu'aujourd'hui ces valeurs peuvent être transmises

Aujourd'hui dans les entreprises qu'est ce qu'on va demander à des gens pour qu'ils soient employables ? D'être autonome, de savoir travailler avec les autres. Donc, **comment rester avec une conception étriquée du savoir à l'école qui soit basée simplement sur une société industrielle qui n'existe plus vraiment aujourd'hui ?**

Il y a une nécessité de transformer la manière dont on fait fonctionner l'école parce qu'il est nécessaire de transformer aussi ce qu'on y apprend. Pas seulement comme données ponctuelles mais comme manière de réfléchir, manière d'agir et manière d'être autonome

L'école, elle émancipe l'élève dans cette perspective là : d'agir par lui même, d'être capable d'avoir un esprit critique, de faire la part des choses, et de plus en plus, l'école n'est plus le seul lieu de transmission de savoirs, le seul lieu de transmission d'informations. Elle a un rôle à jouer dans le fait de transformer ces informations, parce que les jeunes passent plus de temps devant les écrans qu'à l'école et plus de temps devant un ordinateur que devant une télé.

Si on regarde vraiment les réussites et les échecs de l'école, son taux de réussite, son taux d'échec, prenons des objectifs cités par tout le monde: 50 % à BAC+3, 85 % au BAC, pas de sortie sans qualification, on est loin de tout ça, nous n'avons pas 85 % au BAC, on est à 60 %. On y est depuis la fin des années 90, temps où la France consacrait 7,5 % de son PIB à l'école, à l'éducation en général, à l'enseignement supérieur compris, aujourd'hui nous sommes retombés au niveau des années 80 à 1 % de PIB de moins.

Et, **depuis les années 2000, nous sommes dans**

une régression de la dépense, dans une régression de l'investissement public, et dans un désengagement de l'état bien plus important. Et aujourd'hui, la manière dont on fonctionne montre une réussite de l'école, mais un échec de ses objectifs

Moi je suis allé chez les danois fin août, avec la conférence sur les rythmes scolaire et on a rencontré les directeurs d'école qui disaient : les élèves, ils sont rentrés ici il y a 15 jours, en première année, ils ont 5 ans, ils vont sortir d'ici dans 10 ans en 2020, il vont continuer leur enseignement puis il vont arriver en 2025, 2028 des fois sur le marché du travail, dans la vie active, je suis qui moi pour savoir exactement de quoi ils auront besoin en 2028 ? Moi je suis censé leur apprendre à se connaître, connaître l'autre, à reconnaître l'autre, à savoir travailler avec l'autre à reconnaître des situations qu'ils ne connaissent pas, à essayer de trouver des solutions pour comprendre ces situations. Si j'ai fait ça, je pense que j'ai fait mon boulot. Je n'avais pas encore entendu un directeur d'école, même très pédago, sortir un truc comme ça dans notre pays.

Je crois qu'il faut réfléchir sur la manière d'apprendre, la manière dont on fait apprendre et les conditions dans lesquelles on met les élèves.

Nous n'arriverons pas à faire réussir tous les élèves si: 1- la seule chose qu'on essaie de leur inculquer c'est la culture bourgeoise des années 1900, ça ne marche pas. Deuxièmement si on les fait travailler comme on le faisait avant, Et 3, si on maintient un triptyque catastrophique du fonctionnement de notre école qui sont : les notes, les devoirs et le redoublement. Ça veut dire à l'école tu écoutes et à la maison tu travailles. Si on en reste là, on reproduit les inégalités, on le sait. Si on reproduit cette question de la notation, on reproduit quoi, le classement ? c'est pas avec ça qu'on va développer de l'autonomie de la confiance, comme disait quelqu'un dans le reportage,

Et pourquoi les élèves, ils ont envie d'aller à l'école ? Parce qu'ils apprennent Parce qu'ils ont leurs copains. Et avec qui ils apprennent le mieux ? Avec leurs copains. Donc mettons les au travail, ensemble, transformons les relations pédagogiques et faisons qu'il puisse y avoir une construction commune de vie commune à l'école, en classe et on va beaucoup moins se poser la question du vocabulaire entre culture sous-socles quand on se posera la question de savoir si oui ou non l'école doit faire réussir les élèves, leur doit ça, leur doit ces connaissances, leur doit leur diplôme, **oui nous estimons qu'il y a une obligation de résultat de l'école, c'est la réponse à la dette éducative,** oui la nation a une dette éducative envers sa jeunesse et c'est beaucoup plus important que de savoir comment sera la balance des paiements ou la dette sur le PIB, on sait tous très bien que tout ça c'est question d'arbitrage alors qu'encore dans notre pays on est en train de réfléchir comment on va nous supprimer 16000 postes et qu'en même temps on va payer des réductions sur l'impôt sur la fortune et maintenir le bouclier fiscal.



Frédérique Rolet

On a posé d'entrée le débat sur le terme " est-ce que tout le monde est capable ? " " est-ce que tout le monde peut réussir ? ".

Stéphane a apporté des précisions en disant "capables dans quelles conditions et capable pour quoi faire ? " et je dirais qu'on a introduit ces questions dans la loi d'orientation 2005 avec d'emblée l'idée que certains étaient capables de faire des choses et d'autres d'autres choses.

Évidemment la question des inégalités sociales était fortement occultée et on a commencé à voir resurgir, dans ces années là, les discours sur le talent, les aptitudes, tout ce qui a conduit à l'individualisation, du coup, des parcours, et en ce moment on est en train de renforcer ça de façon extraordinaire, notamment au collège à travers les dispositifs qui vont complètement orienter très très vite certains jeunes destinés à l'apprentissage et à une employabilité avec des compétences faibles, et alors pour le coup une lisibilité de l'avenir assez faible également. Et évidemment on a eu aussi le discours, la contre-partie, qui était : certains ont des aptitudes, des talents ; et la notion aussi du handicap qui est une notion qui me semble extrêmement problématique ; et

une forte ignorance justement du poids des inégalités sociales dans la corrélation avec les résultats scolaires.

Alors cette question des inégalités, cette question du traitement des inégalités, de ce que ça veut dire la réussite de tous, évidemment elle se pose d'autant plus cruellement maintenant.

Dans la petite vidéo qu'on a regardé il y a beaucoup de choses qui ont été dites sur les missions de l'école, la question de la démocratie, la question de l'égalité, la question de l'épanouissement personnel, de la formation du citoyen, la contribution au développement économique et social donc de notre société. Il y a une petite chose qui m'a semblé absente, y compris dans le discours de Jean-Jacques c'est : quelle est la spécificité de l'école dans ces finalités ? Puisque j'allais dire, ces missions là, l'école n'en n'est pas la seule responsable. Former le citoyen, former à la connaissance de l'autre, au respect de l'autre, à l'altérité, au respect de la diver-

sité, contribuer à l'épanouissement du jeune, ce sont évidemment des missions de l'école mais ce sont aussi des missions extrêmement transversales des travailleurs sociaux, des parents, des familles.

Donc quel est le rôle spécifique de l'école ? Nous avons l'habitude d'une formule qui est de dire que l'école socialise par les savoirs. Ce qui veut dire construire par le travail du savoir des personnalités effectivement qui soient riches qui soient ouvertes qu'on ait des jeunes qui aient pu acquérir des connaissances complexes. Qu'ils aient accédé à des qualités de conceptualisation, à une connaissance des langages, pas seulement de langue française mais des langages : le langage artistique et le langage mathématique ça fait également partie de ça. Qu'ils aient acquis aussi des savoir-faire, des qualités de jugement. Jean-Jacques parlait du " bombardement de l'information ", c'est vrai qu'un des problèmes des jeunes actuellement ce n'est pas le déficit d'information, c'est au contraire l'inflation de l'information. Or ce que l'on constate c'est la difficulté de savoir hiérarchiser ces informations, de savoir les contextualiser, parce qu'il y a beaucoup de cas où l'on ne peut pas comprendre certains phénomènes. Je pense notamment à l'actualité internationale, il y a des choses qu'on ne peut pas comprendre si on n'a pas quelques notions de ce qu'a été la colonisation, de ce qu'ont été l'histoire des peuples, de ce que sont justement les diversités. On a trop souvent des raccourcis hâtifs et qui conduisent aussi quelques fois au rejet de l'autre.

Donc c'est pour tout ça que nous considérons qu'il faut construire une culture commune, et je pense que ce n'est pas seulement une question sémantique de poser la question de la culture commune et du socle commun puisqu'il ne s'agit pas seulement de dire " bon le socle actuel il n'est pas parfait, on pourrait changer quelques notions et puis on aurait un autre socle " . On est aussi dans des questions de démarche. C'est l'idée que la culture commune c'est de remplir cet objectif d'enseignement et de principes qui irriguent l'ensemble des programmes scolaires. Il ne s'agit pas simplement, de remplacer une notion par une autre.

Je pourrais vous dire beaucoup de mal du livret de compétence actuel qui est un ensemble quand même extrêmement hétéroclite : les enseignants au collège savent bien tous les problèmes d'évaluation que cela pose, les problèmes d'inégalité aussi entre établissements, parce que si on prend les deux compétences renvoyant à ce qui est compétences transversales, sociales, etc... c'est interprété évidemment très différemment selon le type d'établissement où l'on peut être. C'est très peu lisible pour les parents et ça pose des problèmes aussi cognitifs importants : est-ce que à un moment 'T on a acquis telle compétence ?

Le problème d'acquisition des savoirs et savoir-faire c'est bien un processus sur la durée, c'est bien un processus qui n'est pas linéaire, qui se construit avec des aller-retours, qui se construit avec des progressions différentes, et qui met en jeu une articulation entre les disciplines, qui est une articulation complexe.

Est-ce qu'on est bien dans l'idée qu'il y a des élèves qui, à des moments, vont décrocher par rapport à tel type d'enseignement et qui vont par une autre discipline s'y raccrocher parce que ça correspond chez eux d'avantage, pour le coup, à leurs goûts ? Mais que ça va aussi leur permettre de construire des choses un peu plus transversales ? Alors évidemment, je terminerais là dessus, l'idée qu'on ne puisse s'en tenir aux programmes actuels c'est évident pour tous. Même si je crois qu'on n'est plus dans la culture bourgeoise. Si je prends le collège que je connais le mieux, d'abord dire que ce sont les disciplines du lycée c'est un peu rapide puisque les disciplines du lycée sont pour certaines autres et sont souvent beaucoup plus spécialisées et donc le collège a sa spécificité. Si je prends la technologie par exemple : ça ne faisait pas vraiment partie de la culture bourgeoise dans les années 50. Ça ne veut pas dire évidemment qu'on ne réfléchisse pas sur les programmes, sur d'autres approches du savoir, des approches qui soient plus questionnantes, qui engagent d'avantage l'élève dans une démarche. Nous on a aussi l'idée d'avoir effectivement la construction de projets autour d'objets disciplinaires qui mettent en œuvre plusieurs disciplines : ça suppose un suivi spécifique des élèves en difficulté avec un regard qui soit un regard croisé et qui n'isole pas non plus l'enfant des autres, parce que ça a été dit par je ne sais plus qui, mais **l'enfant il apprend essentiellement dans la classe et avec les autres ! Et tous les dispositifs d'aide actuels tendent à l'isoler, à le marginaliser, à lui renvoyer son propre échec et à lui donner simplement une aide pensée en terme de phénomène cumulatif** : on répète, c'est répétitif, on va répéter une fois de plus la notion de faire un exercice de plus sans évidemment que ça puisse le raccrocher à une démarche générale.

Ça suppose de réfléchir effectivement sur la formation des enseignants : on est attaché à une formation qui soit formée par la recherche et qui permette d'avoir justement l'acquisition d'un certain nombre de démarches critiques aussi également pour les enseignants mais ça veut dire aussi l'introduction d'éléments de sociologie, c'est vrai que ça a été dit, les enseignants qui arrivent, notamment dans ce département, pour certains ont une espèce d'approche ou de représentation de ce que sont les élèves de classes populaires qui est de l'ordre de la représentation. Mais qui n'est pas forcément fondée non plus sur une réalité. Donc qu'on sache un peu aussi quelles ont été les évolutions de l'école.

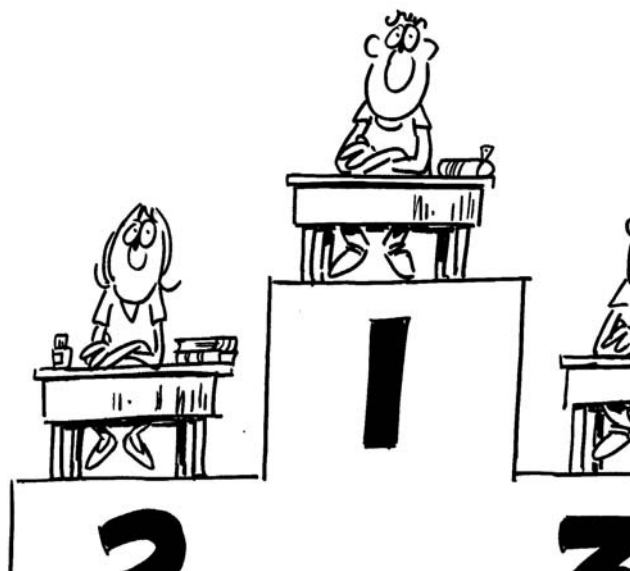
Je tiens aussi à dire que nous on tient beaucoup non seulement à des démarches ouvertes mais à des filières, à une certaine diversité d'enseignement. Si je prends la voie technologique à laquelle le SNES est extrêmement attaché, on disait récemment en regardant les chiffres que la voie technologique, paradoxalement, est celle qui représente la réalité de la composition sociologique de la population, celle d'on parlait Stéphane, un peu plus de la moitié. Alors qu'on sait que les séries générales sont beaucoup plus déséquilibrées puisque qu'elles comportent d'avantage d'enfants issus

des catégories socioprofessionnelles favorisées et la voie professionnelle à l'inverse. Donc la voie technologique, elle, contribue à cette forme de démocratisation et de mixité sociale.

Donc nous on considère qu'il faut réfléchir sur les programmes, sur les méthodes, en variant d'avantage les méthodes, à l'aide d'expérimentations, d'activités sportives et culturelles mais je crois que **si on veut combattre les inégalités à l'école, c'est aussi évidemment la question de la carte scolaire, la question des inégalités croissantes entre les établissements et dans les établissements, à travers le rétablissement, petit à petit, de filières qui vont être plus sélectives que d'autres, et la prédestination quasiment dès leur entrée dans la scolarité obligatoire de certains élèves**, certains étant destinés à des études longues : c'est ça l'idée de construction de la réforme du lycée ; on fait le lycée ensuite on va dans l'enseignement supérieur mais il y en a d'autres qui eux s'arrêtent en troisième.

Ça renvoie aussi, si on veut casser la hiérarchie qui est plus ou moins implicite, et qui est aussi dans les têtes des parents, entre les filières, entre les disciplines, ça renvoie aussi à toute la question des représentations sociales de ce que sont les métiers. Ça renvoie à la question de la rémunération du travail. Pourquoi certains parents qui sont eux mêmes de la classe populaire ont des idées quelque fois un peu préconçues sur certaines orientations. Donc ça renvoie à des processus complexes qu'il faut combattre, on n'en a pas beaucoup parlé, mais aussi les inégalités de genres, quand on est enseignant on sait que les filles intériorisent beaucoup, d'ambitions réduites et que les enseignants le font aussi, c'est à dire qu'ils vont plutôt pousser les garçons que les filles.

Toutes ces questions doivent être travaillées dans la formation des enseignants et pourraient permettre de faire évoluer l'école.





Emmanuel Zemmour

Merci d'avoir invité l'UNEF à ce colloque, je crois que c'est important qu'on puisse discuter sur les questions de réussite et des inégalités scolaire avec des étudiants qui sont passés, il n'y a pas longtemps par les cases lycée, collège et primaire et qui sont aussi eux, dans le supérieur, directement confrontés à la question de l'inadaptation scolaire, en d'autres termes, est ce qu'on est " adapté " ou pas " adapté " aux exigences du système scolaire.

A la question est posée " tous les élèves sont-ils capables aujourd'hui d'apprendre ", moi j'ai choisi juste un angle pour ne pas faire ni trop long ni partir dans tout les sens, un peu au vu de mon expérience dans le supérieur, c'est la question de la méritocratie, parce que c'est ça la question qui se pose derrière. Qu'est ce que la méritocratie à l'école, est ce que ça marche ? Est ce que c'est un bon moyen de juger d'un élève et puis d'un étudiant ? Est ce que le rôle de l'école c'est seulement de convertir la méritocratie en capital culturel, capital social...

Et je pense qu'à la lumière de la question de la méritocratie on peut déjà avoir des pistes sur est ce qu'on est capable ou non quand on est à l'école ?

D'abord, si on part du postulat dont on a tous envie de partir puisqu'on croit quand même que chacun est capable d'apprendre, il n'y a pas de difficulté naturelle au fait d'apprendre ou non. On a tous envie, enfin moi en tout cas, de partir du fait que tous les étudiants et tous les élèves doivent être capables normalement d'apprendre et donc à priori, si on regarde les choses très froidement, si tout le monde est capable d'apprendre, il n'y a pas de problème, faisons marcher la méritocratie à l'école, en primaire, au collège et au lycée et laissons voir comment vont se passer les choses.

On aura dans ce cas là une école qui fonctionne comme un signal. On lâche les étudiants, les élèves d'abord et puis les étudiants, dans l'école. On voit comment ils se débrouillent, et ceux qui réussissent, qui envoient le signal que ça a marché, eux, ils sont vraiment méritant, ils ont fait des efforts pour et ils peuvent s'en sortir.

Ça ça pose un problème, un problème qu'on voit encore plus dans le supérieur. **Parce que, dans les débats qu'on peut avoir sur l'école (primaire, collège, lycée), on a un peu plus tendance à considérer que ces établissements, ces cycles ont un devoir de réussite vis à vis des élèves. Dans l'enseignement supérieur, c'est bien différent**

Quelle est la méritocratie aujourd'hui dans le supérieur ? Évidemment c'est la reproduction des inégalités puisqu'on le voit, au fur et à mesure qu'on supprime des postes, au fur et à mesure que les amphis se chargent, sans changer les méthodes pédagogiques, sans adaptation du système d'enseignement à la massification de l'enseignement supérieur, on est quand même dans un système de l'enseignement supérieur qui a assez peu évolué alors que de 300 000 étudiants il y a 40 ans, on est passé à 2 millions d'étudiants aujourd'hui. Peu d'évolution sur le rôle de l'enseignement supérieur, le rôle de l'université face à un nouveau public massifié.

C'est à dire qu'on reste quand même dans un enseignement supérieur très élitiste, qui est pensé pour une élite bourgeoise et pas pour un public énorme et hétérogène.

Donc dans l'enseignement supérieur, la machine méritocratique ne marche pas puisque, au fur et à mesure que l'école et l'enseignement supérieur accueillent de nouveaux publics, ce sont les étudiants issus de classes populaires qui échouent le plus par rapport aux autres.

Justement, sur cette question du mérite et du fait que ce n'est pas un problème individuel mais évidemment un problème macro social qui se pose dans l'enseignement supérieur, je pense qu'il y a une erreur derrière la question de la méritocratie dans l'enseignement. On considère que chacun peut transformer son effort, l'effort qu'on fait de la même façon en richesse scolaire. Considérer que tout le monde peut, de la même façon, convertir les efforts qu'on fait, les efforts scolaires qu'on fait en richesse scolaire, est évidemment une erreur d'où le fait que je pense qu'il vaut mieux poser la question : tout le monde

est-il capable d'apprendre ?

Il vaut mieux poser la question au moins honnêtement : **aujourd'hui c'est pas " tout le monde est-il capable ", mais " tout le monde est-il adapté au système qui convertit l'effort fourni en richesse scolaire**

Et c'est ça la vraie question qu'il faut creuser à mon avis, c'est ça qui permet aussi d'ouvrir la boîte noire de l'enseignement,. Je parle encore d'enseignement supérieur parce que c'est ce que je connais le mieux, mais ouvrir la boîte noire de cette machine à convertir de l'effort, c'est ça à mon avis aussi, le rôle qu'on peut avoir aujourd'hui pour interroger l'ambition démocratique et l'ambition de la démocratisation scolaire.

Je pense que, aujourd'hui, il y a une vraie tension sur cette question puisque les grands défenseurs de la méritocratie à tout prix, ceux qui considèrent que aujourd'hui c'est évidemment l'effort qui est récompensé à l'université par exemple, sont ceux qui par ailleurs introduisent le plus de sélection sociale, qui introduisent le plus de reproduction sociale

Il faut sortir du débat méritocratique tel qu'on nous le pose sans nous poser la question pour le transformer en débat sur l'effort, sachant que, et j'en viens à la fin de ma réflexion là dessus, sachant que je pense que la vraie méritocratie à l'école, c'est l'effort et c'est l'effort qui doit être récompensé

C'est à partir de l'effort de chacun qu'on doit pouvoir construire un système d'enseignement, c'est l'effort qui doit permettre de montrer si on est capable ou non

Le rôle de l'école c'est de permettre à chacun, de la même façon, de convertir son effort pour atteindre une protection collective qui est le diplôme.

Là, il y a une tension évidemment. On demande à chacun d'atteindre le même niveau, qui est un diplôme collectif, d'avoir un diplôme qui protège tout le monde de la même façon mais avec un capital de départ différent et donc avec des efforts qui sont différents. Je suis persuadé que c'est en réfléchissant autour de la pédagogie de l'effort, autour de la pédagogie de la confiance vis à vis des élèves et des étudiants qu'on arrivera à résoudre le nœud méritocratique qui se pose dans les inégalités scolaires.



Deux, trois mots pour finir sur cette question de la pédagogie et de la méritocratie

Evidemment, on a une tension entre la question de s'adapter à tous les publics, **comment s'adapte-t-on à tous les publics dans l'enseignement sans en même temps faire de la ségrégation ?**

C'est un vrai risque qu'on a aujourd'hui, notamment dans l'enseignement supérieur où, avec de plus en plus d'étudiants, un public de plus en plus hétérogène, se pose la question de comment on peut adapter une pédagogie aux besoins de chacun, sans les ségréguer, c'est à dire sans rompre avec la mixité sociale.

J'aurais quand même tendance à dire que cette question on la pose très souvent, de plus en plus aujourd'hui avec les différentes réformes de l'enseignement supérieur, mais sans commencer par le début, c'est-à-dire sans se demander comment on permet à chacun de convertir son effort, de faire que son effort paye, de se sentir acteur de son parcours universitaire.

Je crois qu'on est tous convaincus, c'est pour ça que je ne reviendrais pas très longtemps dessus, mais quelques éléments qui sont indispensables pour permettre une adaptation de la pédagogie au besoin des différents publics sans ségréguer les attentes qu'on peut avoir selon les différents élèves, c'est évidemment la question de ne **jamais laisser les étudiants livrés à eux même**. C'est ça la vraie différence, les étudiants qui échouent, ce sont les étudiants qui sont livrés à eux même, culturellement, socialement, économiquement ce sont ceux qui ne sont pas encadrés.

Il y a une enquête qui m'a un peu interpellé, qui essayait de déterminer les facteurs de réussite dans les concours, dans les concours d'administration, je crois, et donc évidemment le capital social et culturel compte énormément.

Mais il y a un facteur qui m'a un peu étonné, c'est que les étudiants qui ont leur mère à la maison, leur mère qui travaille à la maison, réussissent en général mieux les concours. Ce n'est pas du tout un plaidoyer pour les mères à la maison, je vous rassure, **c'est de dire que oui, c'est le taux d'encadrement qui fait réussir ou ne pas réussir.**

Avoir sa mère à la maison ça montre juste une chose, en enlevant tout les autres facteurs, ça enlève juste une chose, juste que la question de l'encadrement, c'est ça qui permet de réussir ou non.

Et donc l'encadrement à l'école, c'est ça qui doit aussi permettre de gommer ces inégalités sociales et les inégalités familiales qui font plus ou moins réussir les étudiants au delà de la question des moyens et de l'encadrement qui est à mon avis la question prioritaire pour faire réussir chacun.

Il y a aussi la question de la confiance dans les étudiants et de la réflexion pédagogique. Aujourd'hui, il faut revoir la pédagogie à l'université, dans l'enseignement supérieur, et la pédagogie, on ne la reverra pas de manière unilatérale.

Ce ne seront, jamais les enseignants tout seuls qui pourront révolutionner la pédagogie, ni les étudiants tout seuls, ni les chefs d'établissement, ni les ministères.

Il y a un vrai travail conjoint à faire pour révolutionner la pédagogie dans l'enseignement supérieur et ce travail ne peut se faire qu'en arrêtant d'être défiant vis à vis des étudiants et défiant vis à vis des élèves. Travail qui doit commencer maintenant, qui commence d'ailleurs aussi avec la réflexion autour de la formation des maîtres qui a été complètement cassée sur les questions de pédagogie.



Arnaud Tiercelin

Je voudrais ne pas réfléchir uniquement sur les trajectoires de réussites individuelles à l'école. Il me semble qu'il faut replacer nos réflexions, avec leurs conséquences pédagogiques et organisationnelles sur au moins 2 dimensions: Sur la dimension culturelle de l'école par rapport à certains idéaux politiques et à sa fonction sociale, parce qu'il me semble que ça éclaire justement les inégalités de ces réussites individuelles.

La fonction culturelle de l'école. On voit bien les nouveaux enjeux d'une école qui se retrouve de plus en plus en concurrence massive et de plus en plus importante avec des espaces de socialisation extrêmement contradictoires, ce qu'on appelle la société des quatre écrans. De plus en plus les jeunes sont en contact avec une espèce de profusion, un trop plein d'informations, d'approches culturelles et qui rentrent de plus en plus en concurrence avec les savoirs scolaires et on sait à quel point, à l'heure actuelle, cette question là est posée à l'école. L'éCOle a sans doute là un rôle à jouer de, en gros, l'espace organisateur de la hiérarchie, de l'organisation de ses savoirs pour aider les jeunes à s'y retrouver dans cette espèce de société de la connaissance qui inonde les familles sous un trop plein de ces informations et connaissances.

Et là, on voit à quel point l'école a à faire, sans doute, un travail continu d'évolution des savoirs. Non plus des savoirs sur le monde, mais des savoirs qui permettent de gérer cette complexité et cette incertitude qui vont aller en s'accroissant, comparé à il y a trente ans. Ça suppose de revoir la segmentation de la hiérarchie des savoirs.

On sait très bien que les jeunes se forment entre pairs, se forment devant les écrans, se forment en famille et voilà peut être certaines clefs pour essayer de repenser à quelle condition l'école peut viser cet objectif de donner, effectivement, une culture commune ambitieuse, ça on est d'accord la dessus, mais adaptée à la fois à ses nouveaux enjeux culturels et sociaux et je voudrais revenir en plus de cette question de la socialisation par les savoirs que vous évoquiez, ne pas oublier que l'école, dans l'idéal républicain à la fin du 19ème, l'école est aussi l'espace de construction du commun et de l'espace politique commun.

L'école est construite comme une commune parce qu'elle est aussi l'école dans laquelle se constitue, j'allais dire par le fait d'apprendre ensemble,

ce qui constitue la communauté politique de la démocratie et ça c'est aussi une dimension politique de la fonction culturelle de l'école. C'est, effectivement, d'inscrire une conviction d'un destin commun régulé politiquement auprès de ces gens. Et on est là dans une dimension qui est autre chose que la question de les outiller sur les savoirs critiques et encore plus loin de la question de les rendre employables voir "recrutables". **Cette fonction politique je vous l'évoque parce qu'à mon avis c'est un des gros défis de l'école à l'heure actuelle, c'est que cet espace commun n'est plus réalisé par l'école publique ?** En tout cas il l'est de moins en moins simplement parce que l'école a été victime de la question de la progression de la ségrégation sociale et territoriale.

"On sait très bien que les jeunes se forment entre pairs"

La fonction sociale de l'école, c'est effectivement, en tension avec la question de la culture commune ou l'espace politique commun, d'arriver, j'allais dire à réguler la question des inégalités sociales. L'objectif de l'école était aussi de devenir une espèce de creuset dans l'égalitarisme républicain mais tout ça s'est fait sous le couvert de l'élitisme, de la méritocratie républicaine (à entendre comme la justification de l'élitisme)

Une autre manière de justifier un élitisme, de rendre juste un ordre social inégalitaire c'est toute la rhétorique de l'égalité des chances. Dans cette fonction sociale là, et ça c'est un des effets paradoxaux de la massification scolaire de ces trente dernières années, ce rôle d'organisation du tri social, justification, légitimation du tri social, a été totalement intériorisé par l'école à cause de la massification. Avant, les jeunes étaient sélectionnés avant leur entrée dans l'école commune, maintenant c'est à l'école d'assumer la charge de distribuer les inégalités de places puisque de toute façon on a toute une tranche d'âge qui arrive jusqu'à seize ans et on sait très bien que l'usine de tri social se met en place dans le cadre du collège, avant ces seize ans. Du coup l'école a un rôle à jouer socialement dans la distribution de ces inégalités et pour justifier ça, l'égalité des chances devient une rhétorique pour dire que c'est légitime.

Comment se réalise cet équilibre là, je pense que c'est le défi quotidien des équipes enseignantes et qui est de plus en plus difficile à tenir sous couvert de la pression sociale, un ordre social qui est de plus en plus injuste surt'out à cause de la crise sociale généralisée.

Comment on sort de cette logique là ? Il y a vraiment une bagarre à mener avec l'opinion et les professionnels, essayer de convaincre tout le monde que finalement l'optimisation des parcours individuels met en avant une approche très néo libérale de l'école comme étant un espèce de libre marché dans lesquels les familles et les jeunes reçoivent un service de formation et d'éducation dans l'espoir de s'en tirer le moins mal possible dans ce jeu de concurrence généralisé. Une bagarre d'opinion pour opposer à ça l'école comme espace de construction de savoirs et espace de construction du commun.



Catherine Chabaudie, syndicat des personnels de l'inspection de la FSU.

J'ai travaillé pendant 3 ans dans les Hauts de Seine, après avoir fait toute ma carrière en Seine Saint Denis et y être revenue cette année. Il est très intéressant de comparer les moyens de ces 2 départements. Inspectrice de Colombes, pour 6000 élèves, j'avais 20 enseignants pour le RAZED. A Drancy, pour 9000 élèves, cette année, j'en ai 18. Je pense qu'on a déjà un élément de réponse là sur les moyens qui sont donnés aux élèves de Seine Saint Denis, Je crois que la particularité de notre département, c'est la jeunesse des enseignants. Ca veut dire que les élèves de ce département se trouvent enseignés par des enseignants très débutants. Avec la réforme de la formation, très inexpérimentés, et je pense que là on ne contribue pas à la réussite scolaire des élèves de Seine Saint Denis qui ont besoin d'enseignants hautement formés à la pédagogie, à la didactique des disciplines. Comment permettre aux enseignants, aux étudiants de notre académie de réussir ce concours, parce que je crois que l'enjeu, il est là, aussi Et puis je voulais juste vous alerter sur un glissement sémantique qui me paraît important dans la circulaire de rentrée que je vous invite à lire avec beaucoup d'attention, on était avant dans le " donner plus à ceux qui ont moins" et on a glissé sur le " donner plus à ceux qui en ont besoin" et je pense que ça ce n'est pas anodin.

Gilles Poux, Maire de La Courneuve

Comment on construit effectivement une réponse cohérente à cette demande de réussite ? Nous c'est un petit peu ce qu'on a décidé de porter au niveau de la ville de La Courneuve, quand nous avons décidé de porter plainte. Pourquoi nous avons porté plainte pour inégalité territoriale et sociale sur la Ville de La Courneuve et que les premières questions que nous avons posées à la Haute Autorité de la Lutte contre les discriminations et Inégalités dans cette plainte, ce sont les questions d'éducation. C'est parce que nous nous sommes aperçus que malgré toute notre bonne volonté, je dirais on ne faisait que boucher les trous. Et on avait beau mettre plus de moyens, on ne comblait jamais le trou. Donc à un moment donné on s'est dit, il faut poser cette question de société, pour ces populations et pour ces territoires, est-ce qu'il y a égalité républicaine ou pas ? Et de façon à créer les conditions

pour qu'à travers cette plainte, d'une part ça puisse faire débat dans la ville, avec les enseignants, les familles, les parents, l'ensemble de la population et que ça puisse rebondir en débat de société.

La caractéristique de cette démarche c'est que, alors que normalement nous n'avons pas le droit d'interpeler la HALDE (nous ne sommes pas un individu et la HALDE ne recevait que des démarches individuelles), notre démarche a été acceptée et que ça se traduit, tout récemment, par une recommandation nationale de la HALDE qui s'appuie sur notre plainte pour dire au gouvernement : " ça ne va pas, il y a une inégalité territoriale sur les questions d'insertion professionnelle, d'accès à l'emploi et tout un tas de déclinaisons. Elle interpelle le gouvernement sur cette question d'inégalité de traitement social et territorial pour certaines parties de notre territoire, et elle demande qu'il y ait des prolongements législatifs.

Je crois que cette brèche qui a été ouverte avec ce débat, il faut la poursuivre. Et moi par exemple, je regrette qu'en Seine Saint Denis, notamment sur cette question des collèges, il n'y ait pas eu cette volonté de poursuivre ce débat là. En faisant le choix du PPP au niveau des collèges, mais y compris en faisant le choix de dire on continue à 750 enfants par collège, on ne pose pas la question de quel collège nous avons besoin pour pouvoir permettre aux enfants qui rentrent dans ce cycle, d'être dans un cursus d'accompagnement à la hauteur des difficultés que peuvent rencontrer ces territoires, des difficultés que peuvent rencontrer ces populations pour qu'ils puissent traverser ce cursus particulièrement difficile



Alain Mellaerts, j'étais directeur de la SEGPA du Collège République à 300 mètres d'ici, aujourd'hui à la retraite.

J'approuve tout ce qui a été dit sur la casse du service public: ça coûte cher et on a envie de marchandiser l'éducation dans ce pays et de pousser le maximum d'élèves vers le privé, où les parents paieront en plus pour réussir et ça permettra de coûter moins cher à l'État Mais par rapport à ce que vient de dire Gilles POUX, je crois qu'il faut faire attention à ce qu'on dit. Si on revendique une égalité de traitement dans tout le territoire, on va revendiquer face à une difficulté beaucoup plus grande dans notre département par exemple, une égalité de traitement avec un endroit où les difficultés sont bien moindres. Il faut poser le terme d'égalité non pas par rapport aux moyens donnés, au nombre d'élève par classe, à la formation des enseignants, à la carte scolaire et tout ce qu'on veut, mais par rapport à une réussite, c'est à dire, par rapport à un objectif. Pour, nous en Seine Saint Denis, peut être nous faut il 2 ou 3 fois plus de moyens, d'enseignants, de collèges, que ce qu'on va accorder à d'autres lieux beaucoup plus privilégiés. Je crois qu'il faut bien qu'on nuance le terme d'égalité, pas par rapport à un traitement actuel mais une égalité par rapport à un objectif, par rapport à un but à atteindre.

Désengagement de l'Etat : aux collectivités de prendre le relais ?



Géraldine Duriez
Conseillère d'orientation
Epinay

Depuis 2 ans on est sous la menace d'un grand service régional de l'orientation, avec financements. Ca va être tout autre chose. On n'est plus dans l'accrochage à l'école, dans l'accrochage à la formation: pourquoi je vais à l'école, pourquoi j'apprends, là, ça va être orientation - insertion - métier



Estelle Grinfeld
Enseignante spécialisée
Pantin

Clairement de la seule responsabilité de l'Etat. C'est un ministère régalien, ça doit rester mission de l'Etat. Ce n'est pas aux collectivités, celles qui vont avoir des moyens, celles qui n'en auront pas, à remplacer l'Etat pour finalement donner un enseignement qui ne sera pas le même sur l'ensemble du territoire.



Luc Cloche
Professeur d'Arts Appliqués
Pantin

Un service public d'éducation nationale ne peut être qu'à la seule charge de l'Etat. C'est la garantie que tous auront les mêmes droits, qu'ils habitent au fin fond du Larzac ou dans le XVIème



Cécile Jalat
Secrétaire générale FCPE 93

Partout où l'Etat retire ses billes, ça pose un problème à un moment donné. Ce n'est pas vrai que les collectivités territoriales sont en capacité d'assumer. Ce n'est pas possible !

Ecole et territoires



François Dukan

On peut noter que, ces derniers temps, le vocabulaire de l'entreprise est systématiquement associé, à l'école: "efficacité", "stratégie",

Dans ce souci de management au plus près des écoles et des élèves, on propose aux collectivités territoriales, au niveau local, d'infléchir les politiques de l'Éducation Nationale.

On peut se demander, école et territoires, mais quelle école nationale et même quelle école partout dans le pays. Et ça pose la question, si on adapte localement chaque programme, comment garder une éducation nationale ?

Je prendrais deux exemples sur ces points là.

- Deux départements de la région Île de France assez différents : les Hauts de Seine et la Seine Saint-Denis. Quand le Conseil Général des Hauts de Seine donne un " I-Pad " dans chaque collège, par classe, le Conseil Général de Seine Saint-Denis construit des collèges en partenariat public privé où, pendant 25 ans, il ne sera plus propriétaire des murs. On voit tout de suite qu'on a, **en fonction des moyens financiers et en fonction de choix politiques locaux des choses très différentes qui se font.**

- Deuxième point, on voit, en mettant en relation la réforme des lycées et la réforme des collectivités territoriales, en lien avec ce qui se disait tout à l'heure entre socle commun et culture commune, une réforme des lycées où on a un tronc commun avec la partie fondamentale qui concernera à peu près tout le monde, et un

État qui assumerait ce tronc commun, et à côté des options, des choses annexes qui seraient financées par le reste, les collectivités locales dans un premier temps, puis pourquoi pas le privé.

Et tout ça se fait sur fond de suppression de carte scolaire, avec un tronc commun identique pour tous et, à côté, de quoi " colorer " (l'an dernier sur la réforme des lycées, la première, on parlait de " coloration " des filières) les établissements scolaires pour pouvoir mieux les mettre en concurrence : des établissements d'excellence en langue, des pôles d'excellence scientifiques... et à côté des écoles, des collèges, des lycées du socle où on aurait finalement, pour les élèves qui ne vont pas vers les établissements d'excellence, une école ou on se contente du minimum.

Pour pouvoir accompagner cette mise en concurrence, on va évaluer tout le monde à tour de bras : les élèves, les enseignants, les établissements pour dégager, dans un pur discours managérial, la performance

“si on adapte localement chaque programme, comment garder une éducation nationale ?”





Choukri Ben Ayed

L'État des inégalités scolaires aujourd'hui. Tout le problème en tant que chercheur et je crois bien qu'en tant que politique c'est de montrer que le territoire est une composante des inégalités sociales mais ce n'est pas le seul. Pour nous c'est une sorte de révélateur.

Sachant que le fait de pointer les inégalités sociales "classiques" permet aussi d'éviter le piège que tend parfois le politique de la sur-localisation des problèmes sociaux, nous on essaye de doser un petit peu les deux. C'est pour ça qu'on ne parle pas d'inégalité territoriale mais plutôt d'inégalité socio-spaciale parce que ce qui compte c'est la médiation entre le social et le territoire comme on peut le voir dans certains départements, comme celui dans lequel nous sommes aujourd'hui.

“j'affirme que l'égalité et la démocratisation ne sont plus les horizons mais la concurrence et l'individualisme”

Les inégalités sociales et scolaires, à mon avis renvoient à quatre composantes:

-La première c'est ce que j'appellerais la **reproduction des inégalités "classiques"** (sociales et culturelles).

-La deuxième composante c'est ce que j'appelle, pour faire une expression un peu choc, **l'explosion des fragmentations territoriales.**

-Troisième point : une combinaison des deux (**les inégalités socio-spatiales d'éducation**). J'insiste sur le fait qu'il faut combiner social et spatial sinon on tombe dans un registre trop territorialiste qui, à mon sens, ferait vraiment le lit du politique actuel.

-Et puis quatrième point: **des politiques éducatives qui encouragent, exacerbent ces fragmentations** plutôt que d'unir, et là j'affirme que l'égalité et la démocratisation ne sont plus les horizons mais la concurrence et l'individualisme.

On pourrait dire, pour paraphraser un grand penseur politique actuel qui est Laurent Wauquiez que la concurrence et l'individualisme sont les cancers de la politique éducative actuelle.

Tableau 1 - Retard à l'entrée en 3^{ème} selon le diplôme du père

	Retard d'au moins un an	Retard d'un an	Retard de deux ans et plus
Aucun diplôme ou CEP	54 %	43,5 %	10,5 %
CAP, BEP, BEPC	36,5 %	31 %	5,6 %
BAC	22,4 %	19,3 %	3,1 %
BAC + 2 et plus	14,1 %	12,1 %	2 %

Source : INSEE enquête emploi 2002 (observatoire des inégalités)

Sur ces données qui ont été publiées par l'INSEE en 2002, retard à l'entrée en troisième selon le diplôme du père, j'attire votre attention sur le "aucun diplôme ou CEP" où l'on voit que les enfants de parents non diplômés sont pour plus de la moitié d'entre eux déjà, potentiellement en échec scolaire ou en difficulté scolaire à l'entrée en troisième avec 54% de retard au moins d'un an retard d'un an et retard de deux ans et plus, et si vous comparez avec la ligne BAC+2 et plus on voit que les écarts de destins scolaires aujourd'hui, les inégalités sont considérables,

Inégalités d'accès et inégalités d'acquisition, c'est ça qui est vraiment important. Je crois que quand on parle de ces inégalités, on a du mal à les qualifier vraiment dans ce qu'elles ont de plus grave. En matière de retard scolaire accumulé on a des écarts considérables, et aujourd'hui encore plus que dans les années 60-70, le poids du capital culturel familial est absolument considérable

La relation entre l'origine sociale et le diplôme... (source panel 89)

Tableau 2 - Niveau atteint par les élèves selon l'origine sociale

	Diplôme inférieur au bac ou pas de diplôme	Bac sans poursuite d'études	Bac et études supérieures sans obtention de diplôme	Diplôme de niveau Bac+2	Diplôme de niveau égal ou supérieur à Bac+3
Enseignant	12,8 %	3,5 %	7,4 %	13,4 %	62,9 %
Cadre supérieur	15,9 %	2,9 %	14,2 %	14,8 %	52,2 %
Profession intermédiaire	25,4 %	6,7 %	11,3 %	20,9 %	35,7 %
Agriculteur	32,6 %	11,3 %	4,5 %	23,3 %	28,3 %
Employé	43,3 %	8,3 %	12,7 %	15,9 %	19,8 %
Artisan, commerçant	42,2 %	9 %	13,4 %	15,8 %	19,6 %
Ouvrier qualifié	45,7 %	10,9 %	10,3 %	16,3 %	16,8 %
Ouvrier non qualifié inactif	58,9 %	8,2 %	12,1 %	10,1 %	10,7 %

Source : Sénat rapport d'information n°370 du 3 juin 2008 (Observatoire des inégalités)

Cette diapo surprend parfois même certains collègues chercheurs et c'est assez étonnant: il s'agit d'un panel, un suivi de cohorte réel, c'est à dire qu'on suit les élèves sur un échantillon représentatif des élèves français, Panel89 c'est vingt-sept mille élèves, c'est pas des petits suivis. Ce sont des données officielles en plus, On suit donc ces élèves depuis leur entrée en sixième et puis on regarde leur devenir scolaire à l'issue de cette classe de sixième.

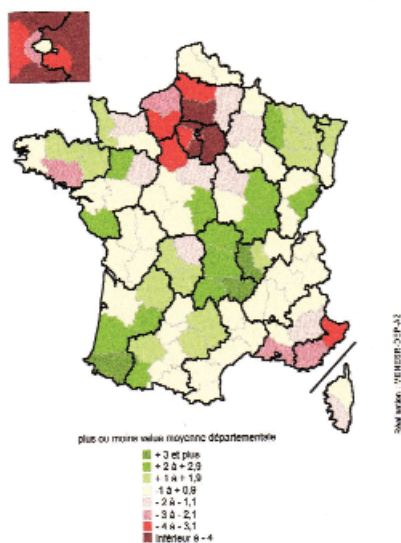
Si on regarde les ouvriers non-qualifiés, on voit qu'ils sont quand même 60% de la cohorte 89 à être sortis avec un diplôme inférieur au BAC ou pas de diplôme du tout. Ce qui est intéressant, c'est que ces 60%, en terme de proportion, ils ressemblent aux 60% d'enfants d'enseignants qui eux sortent avec un diplôme d'un niveau égal ou supérieur à BAC+3. **Les trois-quarts de la cohorte des enfants d'enseignants vont sortir avec au moins BAC+3 quand les trois-quarts des enfants d'ouvriers non-qualifiés risquent de sortir sans diplôme ou avec un diplôme inférieur au BAC !**

Les enfants d'enseignants, eux, ont largement dépassé l'objectif des 80% d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat alors que les enfants d'ouvriers non-qualifiés restent encore très largement en-dessous de cet objectif puisqu'ils sont environ 40% d'une classe d'âge à obtenir le BAC ce qui reste extrêmement faible.

Il est important, de ne pas tomber dans le piège des chiffres. Quand on dit aujourd'hui il y a 60% d'une classe d'âge qui a le BAC, moi honnêtement je m'en fout. Ce qui m'intéresse c'est quelle distribution ce sont les écarts qui vont nous intéresser.

Les inégalités "classiques", c'est à dire celles liées à l'origine sociale sont toujours aussi fortes, toujours aussi vives et elles vont cohabiter, avec des inégalités spatiales.

PLUS ET SOUS RÉUSSITES DÉPARTEMENTALES À L'ÉVALUATION 8ème (plus ou moins values compte tenu de la structure sociale des élèves scolarisés en 8ème en 2001-02)



Là c'est un travail qu'on a mené sur les inégalités socio-spatiales d'éducation en France et qui a été publié en septembre 2010 dans un ouvrage dont le titre se fait écho de ce qui se dit depuis ce matin et qu'il s'appelle donc **"Écoles, les pièges de la concurrence, comprendre le déclin de l'école française"**.

L'idée était de vérifier où les élèves réussissent le mieux ou le moins bien selon les départements, en contrôlant le fait que les inégalités qu'on mesure ne sont pas que des inégalités de concentration d'élèves en difficulté mais des inégalités qui renvoient à leur sous-réussite, en fonction de la réussite qu'ils auraient dû avoir en fonction de leurs origines sociales. On dit en gros, en moyenne les enfants d'ouvriers qualifiés, d'employés, devraient avoir telle moyenne de réussite scolaire par exemple à l'entrée en sixième ou au niveau du brevet des collèges, qu'en est-il en Seine Saint Denis

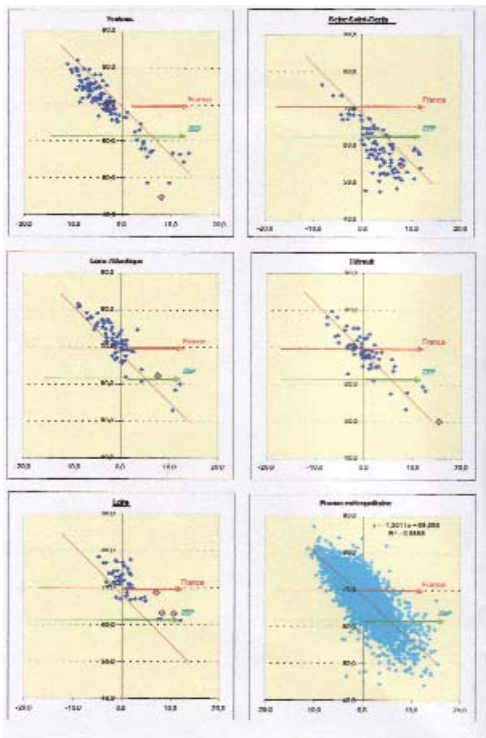
par exemple ? Est-ce que c'est au dessus ou en dessous de cette moyenne nationale ? Donc quand c'est rouge c'est vraiment très en dessous. Ce n'est pas un effet de concentration de la population, c'est un effet de la sous réussite scolaire de la population; ce qui ne veut pas dire tout à fait la même chose au niveau statistique.

On voit qu'on a un territoire national qui se fragmente, qui explose, où l'unité républicaine du territoire n'est plus qu'une chimère qui renvoie à des temps extrêmement reculés et surtout les sous-réussites scolaires sont concentrés dans les territoires à forte densité urbaine (la région parisienne et toute la couronne parisienne, et du côté du Sud là où on a à la fois densité urbaine et ségrégation marquée).

Nos travaux statistiques ont pu démontrer l'effet de la ségrégation sur l'échec scolaire des élèves et ça, on y tenait depuis extrêmement longtemps.

"l'unité républicaine du territoire n'est plus qu'une chimère qui renvoie à des temps extrêmement reculés"

Je voudrais dire un mot sur ce lien entre densité urbaine et sous-réussite scolaire. Le schéma du développement de l'école dans l'après-guerre c'était plutôt des populations scolarisées dans les villes, et des populations sous-scolarisées dans les campagnes. Le propre de la carte scolaire de 1963 était d'amener la scolarité partout dans les territoires relégués, et les villes étaient la concentration du pouvoir intellectuel et culturel. Aujourd'hui, du fait du développement anarchique des villes, et du fait du développement de la ségrégation, on a une inversion. C'est un phénomène historique auquel on assiste, **les villes deviennent les lieux de la concentration de la sous-scolarisation.** Je n'irais pas jusqu'à dire que les campagnes sont les lieux de la sur-scolarisation, mais les élèves qui s'en sortent bien sont ceux des communes de taille modeste autour de 7000 - 9000 habitants et surtout, dans les communes où il n'y a qu'un seul collège, où les possibilités de concurrence sont annulées et c'est là où J'on a les taux de réussite les plus élevés. Pour le coup, pour un économiste libéral bien pensant qui se respecte, c'est complètement contre-intuitif parce qu'on pourrait dire que l'échec scolaire est inversement proportionnel à l'augmentation de l'offre. Pour un libéral il vaut mieux plus d'offres, et plus de concurrences, et on aurait comme ils disent une émulation créée par la concurrence alors que c'est tout l'inverse qu'on observe ! Et vous savez pourquoi ? Parce que l'école c'est pas un marché, c'est pas une marchandise comme une autre. C'est que sitôt qu'on crée de la concurrence sur des choses qui relèvent du cognitif, de la relation sociale, de la relation à l'autre et de la mixité sociale et bien on produit ce que l'on appelle, nous, des phénomènes contre-productifs: **la concurrence nous tire vers le bas ! Et l'égalité nous tire vers le haut !** Et ça je crois que maintenant qu'on le sait statistiquement, et nos travaux ont été largement relayés par la presse, il faut se servir de ces résultats comme une arme de combat contre les doxas libérales qu'on essaye de nous imposer.



Les points sont des collèges, la courbe c'est la moyenne que devraient avoir les collèges s'il n'y avait pas d'interférence entre les réussites scolaires des élèves et les effets qui seraient liés au local.

Si on regarde la Seine Saint-Denis, on voit bien que pratiquement tous les collèges ont basculé en dessous de la droite de régression. On a là un effet lié à la concentration des inégalités au sein d'un même département. Si on regarde le département de la Loire et bien tous les collèges sont eux en haut à gauche... c'est surprenant, alors que la Loire est un département plutôt populaire. Mais quelle est la différence entre le Loire et la Seine Saint-Denis ? C'est

“où est le projet républicain dans tout ça ?”

que dans les collèges de la Loire les indices de précarité et les indices de ségrégation comptent parmi les plus faibles de France. Alors qu'en Seine Saint-Denis ils comptent parmi ceux les plus élevés de France. **On a bien cette relation entre ségrégation, précarité, et concentration des difficultés dans les mêmes collèges sur un même territoire.**

Je suis prudent dans ma terminologie: je n'ai pas dit que c'est la Seine Saint-Denis qui faisait échouer les élèves, j'ai dit qu'il y avait en Seine Saint-Denis une concentration d'établissements qui rencontrent les taux de réussite scolaire les plus faibles.

Il y a une hiérarchie nationale, liée aux classes sociales, a une hiérarchie territoriale qu'on peut observer à l'échelle des départements français, mais n'oublions pas qu'il y a des fragmentations à l'intérieur même des académies qui sont extrêmement fortes.

On a bien ce problème d'éclatement de l'égalité des chances en France quelque soit le département dans lequel on pourrait habiter. Si on habite un département très ségrégué et urbain on a des chances d'être en sous-réussite mais si on se retrouve au fin fond de la Creuse aussi ! La question qu'on peut se poser c'est où est le projet républicain dans tout ça? Qu'est-ce qui fait qu'on est encore dans un système éducatif qui serait de nature républicaine ?

Je conclurais sur des politiques éducatives qui encouragent les inégalités et les fragmentations plutôt que d'unir. J'ai pris certains points que vous connaissez mais qu'on peut livrer au débat par la suite.

- **la décentralisation** comme bonne conscience du désengagement de l'État. Je ne suis pas du tout anti-territorialité locale, mais par contre je suis anti-instrumentalisation des collectivités locales pour faire semblant que l'on fait quelque chose en déléguant aux collectivités des problèmes qui ne relèvent pas de l'échelon local mais qui relèvent bien de la problématique de la régulation nationale. Ce n'est pas un territoire qui décroche mais c'est l'ensemble de la carte de France qui a cette coloration et qui montre ces implosions locales.

- **L'autonomie** ou comment gâcher une bonne idée de départ qui était portée par certains pédagogues, en en faisant le fer de lance du néo-libéralisme ambiant. L'autonomie pédagogique peut être, mais l'autonomie versus évaluation et le new management public c'est quand même pas la même chose.

- **L'évaluation et l'individualisation** des élèves, des professionnels, des établissements, le sacre du particulier contre l'unité du système. Je pense qu'on a aujourd'hui un gouvernement qui ne pense plus du tout le système mais les individus, les personnes, c'est à l'image peut être du premier d'entre eux, et aussi les établissements comme des petites unités de production qu'on met en concurrence et plus un système en tant que tel.

- **l'excellence pour les uns, la politique sécuritaire pour les autres.** Et ça on le voit très nettement.

- **L'extraction des plus méritants** dans les territoires disqualifiés et la concurrence en lieu et place de l'éducation prioritaire, qui n'a plus de prioritaire que le nom, et qui devient maintenant une vague politique de contrôle social dans

les établissements scolaires.

- Et enfin, la réalisation d'un vieux rêve libéral: **le libre choix de l'école.** La rhétorique gouvernementale nous dit qu'on a assoupli la carte scolaire pour les boursiers, or les boursiers sont loin d'en profiter. Le problème c'est que c'est dans les collèges les plus en difficulté, qui ont déjà perdu beaucoup d'élèves, qu'il y a le plus de risques à accepter des dérogations de départ ! Par contre ceux qui se situent du côté des classes moyennes et supérieures où la taille des établissements est une moindre préoccupation, et bien pour eux on continue d'accepter. On nous disait: avec la carte scolaire rigide, ce n'est que les malins, les bons, les cultivés qui arrivent à contourner la carte scolaire, et les pauvres en sont les victimes. On va officialiser le dispositif et le rendre transparent, qu'est-ce qu'on voit: un renforcement des privilèges! Tout ça parce que la carte scolaire n'est pas un instrument de politique éducative en soi, c'est un instrument de régulation d'une politique éducative qui doit se jouer ailleurs, et il faudrait qu'on arrête de penser le système en terme de gestion des flux: on n'est pas dans des stocks en terme d'élèves ! Il nous faut un projet éducatif.

Plus les stocks deviennent souples et dérégulés et plus les classes populaires dominées en subissent les conséquences !



Thierry Reygades

Je suis au SNES le responsable des enseignements technologiques et de la formation professionnelle, ce qui va expliquer au moins une partie de mon intervention et portera pour l'essentiel sur le lycée et sur les conséquences, les critiques et les avantages d'avoir une structure de lycée diversifiée.

Et je partirais de l'histoire du lycée technique, industriel

dans lequel je travaille, qui n'est pas très loin d'ici, qui est le lycée Diderot à Paris dans le 19^{ème} arrondissement, dont l'histoire montre un petit peu comment s'est construit l'enseignement technique. Cet établissement,

a été créé dans le quartier de Belleville, dans les faubourgs, pour former les ouvriers qualifiés, les cadres intermédiaires dont la révolution industrielle avait besoin et donner des perspectives de formations à ces gamins des faubourgs qui n'en avaient pas au milieu de ce développement industriel..

En 1873, 7 élèves de 12 ans rentrent dans cette formation.

Dans ce type d'établissement, se sont construites des pédagogies spécifiques aux élèves qui étaient accueillis,

élèves des classes populaires même si l'objectif était quand même d'extraire des classes populaires les futurs cadres dirigeants. Objectifs qui étaient aussi liés aux disciplines qui étaient enseignées avec un débat: est ce qu'il ne faut faire que du professionnel ? Ou est ce qu'il faut faire du général et du professionnel ? Le choix est de faire cohabiter, de mettre en synergie des disciplines générales et professionnelles.

Ce lycée construit ses propres certifications, diplômes de l'école Diderot et puis d'autres lycées font pareil, à Paris, l'école d'Orient, l'école Boule et puis un petit peu partout en France, ce même typé d'établissement: Nantes, Grenoble, Lille, Saint Etienne, etc. Et peu à peu, il y a un phénomène de nationalisation de ces établissements qui sont complètement éparés avec la création des baccalauréats techniques nationaux et puis la nationalisation de ces établissements qui deviennent lycées nationaux avant qu'ils ne soient repris par les régions dans le cadre de la décentralisation.

Si je dis ça, c'est parce qu'on a des formations qui **répondent à des besoins économiques**, à des besoins sociaux qui ont été inventés localement et puis après qui ont été confédérés au niveau national pour devenir, à la fois des formations nationales, des diplômes nationaux, les diplômes technologiques, les diplômes professionnels sont élaborés dans des commissions consultatives professionnelles nationales de façon à ce que ce soit le même diplôme partout, de façon aussi à ce que ce soit le même contenu et même les mêmes évaluations à travers des évaluations qui sont nationales.

Cette **nationalisation de cette formation professionnelle et technologique** se poursuit jusque dans les années 80 et elle est **réinterrogée depuis sur l'adaptation des formations professionnelles et technologiques à l'emploi local**. Est-ce qu'il ne faudrait pas avoir des formations qui soient plus directement en connexion avec l'emploi local et donc finalement abandonner cette nationalisation ? On voit apparaître dans un certain nombre de diplômes, BTS mais aussi dans DUT, une partie des référentiels laissée à l'initiative locale. C'est même quantifié; il faut au moins que 20 % des référentiels soit définis localement pour que la formation soit adaptée à l'environnement économique local. On est aujourd'hui dans cette dynamique là, dynamique qui est en train de casser le cadre national de référence de formation et de diplôme.

De manière plus générale, **au travers de la réforme du lycée, c'est ce qui se met en place**, seulement ça ne se met pas en place de façon frontale. La réforme des lycées ne dit pas, que les baccalauréats vont être des baccalauréats locaux, mais elle introduit des dispositifs qui permettent d'avoir des dispositions locales fortes qui aboutissent nécessairement à des déséquilibres et des inégalités territoriales mais peuvent être aussi des inégalités entre les formations d'un même lycée.

“On est aujourd’hui dans cette dynamique qui est en train de casser le cadre national de référence de formation et de diplôme”

Je vais prendre 2 aspects de cette réforme des lycées qui sont symptomatiques, surtout quand on les met en connexion.

Premier aspect, c'est **l'accompagnement personnalisé**. Tous les élèves, à l'issue de la réforme des lycées, ont droit à 2 heures d'accompagnement personnalisé. Le contenu est laissé à l'initiative locale, ce n'est absolument pas défini nationalement et quand on se balade sur le site du ministère, même le ministère a du mal à définir ce qu'il doit être. Mais pour ajouter 2 heures à chaque élève, il faut bien aller les chercher quelque part.

Comme on fait une réforme à moyens constants, on va chercher ces 2 heures sur les disciplines majeures de la série considérée.

(suite page 20)

(suite de la page 19)

On a été chercher ces 2 heures dans la discipline scientifique pour la série S, dans les disciplines littéraires pour la série L, et on est en train d'aller les chercher dans les disciplines technologiques pour les séries technologiques. C'est à dire que l'accompagnement personnalisé fait perdre la spécificité disciplinaire de chaque série.

Et le deuxième aspect, c'est la définition de l'**encadrement pédagogique**. Jusqu'à présent, on disait que chaque discipline avait besoin de tant d'heures de cours, de tant de travaux dirigés, de tant d'heures de travaux pratiques et on dédoublait les travaux dirigés et les travaux pratiques, ceci était défini nationalement. Aujourd'hui on ne dit plus ça. On dit à une section, par exemple à une classe se seconde, on va vous accorder 10 heures et demi qui permettront de définir les conditions pédagogiques et en particulier les dédoublements. Et ceci est à l'initiative des établissements, des équipes pédagogiques, tout ça n'est pas très clair, chaque établissement peut faire à peu près ce qu'il veut.

Moralité, à Paris, dans un lycée du centre parisien, où on atteint les 40 élèves dans les classes de seconde, il n'y a pas de problème. On va pouvoir envisager de faire l'accompagnement personnalisé à 40 élèves dans un amphithéâtre en regroupant 2 classes. Ça ne pose aucun problème, de toute façon les élèves n'ont pas forcément besoin d'aide et de soutien dans ce lycée là. Et ça va permettre de garder les heures d'accompagnement personnalisé pour dédoubler par exemple un laboratoire de physique, un laboratoire de SVT, un enseignement pratique qui permettra d'ailer un petit peu plus loin avec ces élèves là dans leur domaine disciplinaire.

Mais ici, en Seine Saint Denis, dans le lycée d'à coté, où les élèves ont réellement besoin d'un accompagnement personnalisé ? Il va bien falloir diviser les élèves pour faire cet accompagnement personnalisé, éventuellement essayer de faire des groupes de 10 pour essayer de mieux les accompagner et pour faire ça on

va puiser dans les aides, dans les heures qui sont dévolues au dédoublement.

Mais une fois qu'on aura pris 2 heures, 4 heures dans les 10 heures et demi qui auraient du permettre de dédoubler les disciplines, on ne pourra plus faire des TP de physique en effectif réduit, **donc on réduira nos ambitions, sur les horaires disciplinaires et par là même on créera des déséquilibres.**

Il va se passer exactement la même chose, dans les établissements dans la mesure où il y a des filières différentes qui cohabitent. Il va falloir faire des choix importants : est ce que, par exemple, on donne plus de moyens aux filières qui sont plus sélectives et qui permettent aux jeunes d'aller plus facilement vers les universités, vers les grandes écoles?

"On introduit des inégalités qui sont extrêmement importantes et en tout cas qui sont bien plus importantes que ce qui se faisait il y a une vingtaine d'années"

Parce que les heures pour mettre en place les conditions pédagogiques

ne sont pas données à la classe mais sont données à l'établissement. On donc on pourra finalement, dire telle section qui est une section d'excellence on lui donne davantage d'heures et dans telle section qui est une section de relégation, l'objectif c'est que les jeunes restent au lycée, pas la peine de dépenser ces heures pour ces jeunes là.



Sous prétexte d'autonomie, sous prétexte de liberté-d'utilisation des moyens, les conséquences sont extrêmement graves en termes de déséquilibres à la fois spatial mais aussi dans le même établissement.

On est aussi dans un certain nombre d'établissements dans une démarche qui risque de se généraliser, sur le recrutement local des enseignants, et quand on sait les

tensions que ça peut introduire sur quels enseignants on recrute et comment on le fait localement, on va avoir le même type d'inégalités qui vont se mettre en place.

On introduit des inégalités qui sont extrêmement importantes et en tout cas qui sont bien plus importantes que ce qui se faisait il y a une vingtaine d'années.



Henriette Zoughebi

Ce matin j'ai fait un choix : je devais ouvrir le colloque à la Région sur "évaluations et notes", et j'étais invitée ici. Je suis venue ici parce que je pense que le colloque que vous tenez est extrêmement important pour nous, pour les élus, parce qu'il est en Seine Saint-Denis dans un lieu d'urgence et ça je le ressens profondément.

Pour moi il y a déjà un positionnement de fond : c'est que quand on est élu on ne peut rien faire de bien si on n'est pas réellement en dialogue avec les personnels de l'éducation nationale, les parents d'élèves, et j'ai envie de dire, parce que moi j'ai en charge les lycées, les jeunes eux-mêmes.

Je sors d'une consultation, j'ai vu deux mille jeunes, à peu près 100-150 dans 16 lycées d'Île de France (à tous les bouts d'Île de France). C'est ma façon, moi qui ne suis pas chercheuse, de faire une enquête et de ressentir le terrain. Et je dois vous dire que tout ce qui vient d'être dit par Monsieur Ben Ayed par Stéphane Bonnéry, **tout ce qui est dit donc, par les chercheurs, dont nous avons absolument besoin, rend compte complètement de ce que disent les jeunes.**

Derrière toutes ces réalités c'est la souffrance des jeunes. Ils ne sont pas idiots du tout, ils se rendent parfaitement compte des ségrégations dont ils sont victimes, c'est important de le dire. Pour moi ce sont aussi des partenaires, et l'enjeu c'est qu'on arrive à travailler ensemble. Naturellement il y a des échéances électorales, mais c'est tout de suite, maintenant, et bien au-delà de ces échéances là qu'il faut construire quelque chose.

Ce que vient de dire monsieur Ben Ayed est extrêmement important puisqu'il dit : d'un côté il y a concurrence, individualisme, et de l'autre égalité et démocratie. Ça résume assez bien quand même ce que moi je pourrais traduire en choix de société au fond. **Ce qui se joue aujourd'hui dans l'école est réellement un choix de société.**

L'autre point sur lequel vous avez des exemples pratiques dans vos établissements et que les chercheurs ont traduit de manière plus conceptuelle, c'est ce qui se fait aujourd'hui avec ces ségrégations, **ça tire tout le monde vers le bas sauf une fraction des meilleurs élèves.** Évidemment ça tire vers le bas les plus mauvais, mais ça tire aussi vers le bas tous les élèves "

moyens ". Ca veut dire que pour les collectivités territoriales, et pour les élus qui ont effectivement à cœur la question de l'égalité et de la démocratie : c'est pas une petite chose que de se coller à ces questions qui sont cruciales, je crois, pour l'avenir et pour la société que nous voulons construire. Ce qui veut dire que je me suis posée très concrètement, quand on m'a confié, il y a un an, cette responsabilité des lycées, et j'y ajoute des politiques éducatives (je me suis battue pour que le terme soit accolé à ma délégation) la question des responsabilités des uns, des unes, et des autres.

C'est sûr que tout ce qui est programmes, pédagogie, personnels, il faut être sans ambiguïté ça ne peut relever que de la responsabilité nationale. C'est important de le dire, évidemment, nous sommes pour ce service national de l'éducation. Et donc, je crois que, dans ce qui est en train de se passer, des glissements que l'État veut faire, évidemment il faut qu'on s'y oppose. Je crois qu'il faut être net et clair !

Mais ce n'est pas tout l'enjeu, tout l'enjeu n'est pas seulement à cet endroit là. Il me semble que ce dont on a besoin c'est y compris de soutenir, et je pense que les collectivités peuvent le faire, les efforts de réflexion, les efforts d'activité des jeunes pour qu'ils soient mieux partie prenante de leur avenir.

Et puis on a deux responsabilités essentielles. C'est effectivement tout ce qui tourne autour de la carte scolaire, puisqu'au niveau de la région Île de France, par exemple, on va ouvrir à la rentrée prochaine un magnifique lycée à Chevilly-Larue, au cœur d'une cité populaire, et l'inspecteur d'académie me dit je ne sais pas si

on va le remplir donc, fermons le lycée de Vitry un peu plus loin. Nous on s'oppose à ce type de politique, et je pense que c'est

extrêmement important, on va ouvrir un sixième lycée à Saint-Denis. Comment, à la fois, on ouvre le lycée, et comment en même temps on travaille la question de l'offre de formation de telle façon qu'il y ait une vraie complémentarité qui est plus d'ouverture pour les jeunes. Et comment, justement, on ne s'en tient pas juste aux questions des ségrégations.

Ça c'est des responsabilités directes sur lesquelles les élus peuvent être des points d'appui, à condition qu'on construise de nouvelles synergies entre nous, ce qui n'est pas encore fait pour être clair. Depuis que je suis là, on a des réunions régulières, avec les syndicats, avec la FCPE, mais ça ne suffit pas, il faudrait qu'on aille beaucoup plus loin pour construire ces synergies. Du point de vue idéologique d'énormes pas ont été faits, d'autres vont encore être faits à la rentrée, par exemple sur la question des internats, je les ai appelés de proximité, en opposition aux internats d'excellence. Mais on voit bien cette volonté de retirer les éléments les plus dynamiques, du point de vue scolaire j'entends, des établissements dans les quartiers populaires. Très vite ça peut avoir des conséquences terribles pour les établissements et les enfoncer encore plus vite dans la ghettoïsation.

On est dans un moment de bascule extrêmement grave, à un moment important, et moi je viens ici aussi, pour travailler avec vous, pour construire ces synergies et puis pour m'alimenter de ce qui est dit dans ces débats.



Michèle Lauton

Depuis l'élection du président de la république, je vais dire même un peu avant, on est directement attaqué par le gouvernement. On a vécu toutes les lois qui essaient de casser l'enseignement supérieur et la recherche tels qu'ils existaient.

Le dernier avatar, c'est tout ce qui tourne autour de la **mise en place du grand emprunt qui se fait par appel à projet et dans lequel les universités, ou des parties d'université, se regroupent et se mettent en concurrence** pour proposer un certain nombre de choses, c'est ce qu'on appelle les IDEX (projet d'initiative d'excellence). Un des exemple caractéristiques, c'est celui que je connais bien parce que c'est dans cette partie de l'île de France que j'exerce, c'est tout ce qui tourne autour du plateau de Saclay ou le Président de la République veut faire un énorme nouvel ensemble d'enseignement supérieur qui casse les universités et qui casse une université comme la mienne qui est l'université Paris sud

On est dans une situation où on risque de se retrouver avec des établissements où il y aura simplement des formations de BAC + 1 à BAC + 3, le niveau licence et le reste, le niveau Master et le niveau Doctorat, risquant de se retrouver ailleurs et dans des établissements qui ne fonctionneront plus comme fonctionnent les universités aujourd'hui, c'est à dire en faisant participer l'ensemble des collègues aux décisions. Ça c'est quelque chose de fondamental en ce moment.

Les inégalités territoriales en Ile de France, et sur l'ensemble de la France, elles existent au niveau de l'enseignement supérieur.

On est en train de créer un désert de l'enseignement supérieur dans tout l'ouest de la France. Et au niveau de l'île de France, on risque de se retrouver avec des universités ou des nouveaux établissements se préoccupent plus de recruter des étudiants venant de l'international que de remplir leur mission de service public au niveau de cette partie du territoire.

Les inégalités, c'est aussi au niveau des formations, et depuis longtemps, puisque les formations, c'est chaque université qui propose sa maquette pour les licences, les masters. Il n'y a plus de maquette nationale qui assure que toutes les formations aient la même dénomination, un volume horaire équivalent et des contenus qu'on puisse comparer. **Ca, ça n'existe plus depuis la mise en œuvre du processus de Bologne et ça risque encore de s'aggraver** avec ce que prévoit la Ministre de l'enseignement supérieur sur les licences,

Un autre point sur les inégalités, c'est important en Ile de France mais ça existe aussi ailleurs, c'est les questions de vie étudiante. Les questions de logement, les questions de transport qui peuvent rendre profondément inégalitaire le fait d'aller suivre des enseignements. Moi j'enseigne en IUT, j'enseigne à Sceaux. J'ai des étudiants qui viennent de la Seine Saint Denis, je ne vous dit pas quelle durée de transport journalier ils ont, c'est 2 heures à 3 heures de transport !

On a de vrais problèmes de ce type qui se posent, d'un enseignement supérieur qui doit rester très présent sur le territoire, ce qui n'est pas forcément le cas aujourd'hui.

Autre question, ça a déjà été abordé, **c'est la formation des enseignants,** elle est aussi très inégalitaire dans la manière dont elle est faite, préparée sur le territoire. Le SNESUP s'est opposé à la réforme de la formation des enseignants et continue de s'y opposer.

“Le SNESUP s'est opposé à la réforme de la formation des enseignants et continue de s'y opposer.”

Actuellement on va vers une situation catastrophique si on ne réussit pas à arrêter cette réforme.

Moi j'insiste là-dessus, j'entendais les intervenants d'avant dire "on a perdu" moi, je considère qu'il faut qu'on continue et qu'on essaie d'obtenir le retrait de cette réforme dans les mois à venir.





Christine Jarrige

Je voudrais revenir sur la question de **l'offre de formation, parce que c'est un des premiers facteurs d'inégalité**. Très concrètement, si on regarde l'offre de formation post 3ème en Seine Saint Denis, elle est loin d'être suffisante, et en particulier dans la voie professionnelle. Comparé aux 2 autres départements de l'académie, c'est chez nous que le nombre de place en voie professionnelle est le plus faible, proportionnellement. Et au final, on se rend compte qu'on a le remplissage le plus important. Ca veut dire qu'**on a affecté des élèves dans des formations qu'ils ne souhaitent pas**. Enfin qu'ils ne souhaitent pas en premier vœu, mais pour certains qui ne le souhaitent pas du tout, parce que ce n'était pas la spécialité qui convenait ou parce que l'établissement était trop éloigné ou difficile d'accès et c'est vrai que les transports dans le département, on est obligé d'en tenir compte.

Quant aux procédures d'affectation ce sont des enjeux terribles pour certains. Pour l'affectation en voie pro, ce qui se passe dans l'académie de Créteil est tout à fait délétère pour nos élèves puisqu'ils doivent faire leurs vœux dès début mai, d'où un absentéisme important au mois de mai, au mois de juin. C'est là qu'on fabrique du décrochage

Sur la réforme des lycées, où l'orientation des élèves était présentée de façon mirifique. L'analyse que le SNES en a faite on la retrouve en bilan de fin d'année. Sur les questions d'orientation, le nerf de la guerre c'est l'offre de formation, et là on est face au mur de la réalité, avec des procédures qui se déclinent d'une académie à l'autre mais qui sont liées uniquement à la question du nombre de places. Donc tout ce qui était, le choix de l'élève, comment il doit construire son orientation... on en est loin ! Il n'y a pas plus de places, voire moins, ils ont moins de possibilités on n'est plus que dans la gestion des flux...

Un dernier mot sur cette question de suivi, d'accompagnement d'équipe pluri-professionnelle. C'est vrai qu'il faut les RAZED pour le premier degré, les CIO avec les conseillers d'orientation psychologues pour le second degré, les assistantes sociales, les services médicaux, les équipiers scolaires, quand ça fonctionne dans un établissement on y arrive. Simplement, c'est rare que ça fonctionne...



Jessy Roberto

Il y a un aspect que je n'ai pas entendu, c'est le **rapport de l'élève à l'enseignant**. C'est le sentiment que les élèves ont, dans notre département, d'être différents des autres élèves. **Ca fait 12 ans que je suis à la FCPE**, j'ai fréquenté des primaires, des collèges, des lycées et tout au long de ces années, j'ai eu beaucoup d'enfants et d'adolescents qui ont fréquenté ma maison. Ce qui ressort, ponctuellement, c'est que les professeurs, les enseignants auxquels ils s'attachent, partent. Ils partent et ils n'ont plus ces référents. Il y a beaucoup de professeurs qui font un travail pendant 3, 4 ans et après disparaissent. Les enfants se sentent abandonnés, ils sentent qu'il n'y a pas une prise en charge totale de leur devenir et c'est un sentiment qui est de plus en plus récurrent parmi les élèves, tout du moins sur Montfermeil.

Et sur Le Raincy, au lycée du Raincy, le lycée Schweitzer, **les élèves qui viennent de Montfermeil sont traités d'une manière différente que les élèves qui viennent du Raincy**. On les classe, ils viennent de Montfermeil, donc ils auront plus de difficultés parce qu'ils viennent d'un milieu social différent

Je pense qu'il y a une réflexion à mener aussi, sur le fait que les élèves devraient participer aussi au développement de la structure classe. Comment ils vont vivre ensemble, comment ils vont étudier ensemble et quels rapports ils auront avec leurs enseignants. En primaire c'est extrêmement difficile à faire mais il y a des choses qui peuvent se mettre en place.

Dernière chose, il existe très peu de passerelles entre les primaires et les collèges, et entre les collèges et les lycées. Je pense qu'il y a un travail à faire (faire des activités communes, même d'organiser des voyages communs), pour qu'il n'y ait pas de fuites vers le privé, vers des collèges "d'excellence" ou les lycées "d'excellence" et **pour que les élèves et les parents aient envie de continuer dans ce qui est le collège de secteur, le lycée de secteur et pas aller ailleurs**.



Clôture de la matinée



Michel Hervieu
Président FCPE 93

On peut se féliciter de la qualité des débats de ce matin et de la richesse du plateau, **Il y a longtemps qu'on n'avait pas eu un débat comme celui là sur l'école en Seine Saint Denis**, je remercie tous les intervenants. La FCPE et la FSU, ça fait des années qu'on travaille ensemble et il faut qu'on continue et qu'on élargisse, parce qu'aujourd'hui, les attaques viennent de toutes parts.

Beaucoup de points d'accord dans les débats de ce matin :

- On est tous d'accord sur le désengagement de l'État et je crois qu'on est d'accord aussi pour exiger l'arrêt de la politique de démantèlement de l'éducation nationale. L'argent public doit aller à l'école publique, le privé, il n'a qu'à se financer. Nous voulons un service public d'éducation de proximité qui doit être accessible à toutes les familles partout sur le territoire.

- Le nombre d'élève par classe doit permettre une prise en charge personnalisée de chacun, Le collège doit disposer des moyens nécessaires pour scolariser les 40 milles nouveaux élèves de 6ème à la rentrée, l'année prochaine..

- L'école maternelle doit être un droit pour tous les enfants dont la famille le demande dès l'âge de 2 ans.

- L'éducation nationale doit assurer la continuité du service public et remplacer les enseignants absents dès la première heure.

- Les RAZED qui ont été évoqués avec aussi l'orientation doivent être aussi développés pour aider l'ensemble des élèves qui en ont besoin.

- La scolarisation des enfants handicapés doit être effective, avec des personnels d'accompagnement qualifiés et formés lorsque c'est nécessaire.

- Je crois qu'il y a une question qui a été très très forte et qui est revenue, c'est la formation des enseignants à la pédagogie et à la psychologie de l'enfant et de l'adolescent qui doit être ré-établi.

En Seine Saint Denis, en 2005, quand les jeunes se sont rebellés contre la loi Fillon, ils nous ont montré l'exemple. C'est à nous aussi de les aider pour arriver à ce qu'ils veulent mais ce que nous aussi on veut et faire d'autres choix politiques .

On a parlé du logement, du logement des enseignants mais aussi du logement des familles. Comment des familles qui sont prises en charge, dans des services sociaux et dont les enfants sont déplacés d'une école à une autre, ne savent pas où ils vont dormir, quand je dis où ils vont dormir, comment voulez vous que ces enfants soient bien sur les bancs de l'école. Ce sont des questions qu'il nous faut réfléchir. Et puis qu'on travaille avec les élus

Oui, sur les frontons des écoles on voit Liberté, Égalité, Fraternité : Liberté, donc oui liberté pédagogique aux enseignants, l'Égalité sur tout le territoire et puis la Fraternité.

Cet après midi, nous avons pris l'initiative d'interpeller les partis politiques. Afin de ne pas rester entre quelques uns, et parce que l'école c'est bien l'affaire de tous.

Donc, je conclurais la dessus, **tous ensemble et avec nos différences mais pas dans l'indifférence, pour que tout le monde réussisse.**

Quels changements si alternance politique en 2012 ?



Ingrid Abraham

Professeure Lettres-Histoire - Rosny

Moins d'élèves par classe, plus de professeurs formés pour une meilleure qualité de l'enseignement.

L'urgence, c'est : arrêtez les suppressions de postes. Stop !

Revaloriser l'école qui forme la société de demain, arrêtons de la brader.

Et puis les salaires !



Claire Jadaud

Professeure des écoles - Les Lilas

Les RASED étaient des moyens pour aider les enfants. Les remettre en place d'urgence est une mesure prioritaire à prendre.

L'acquisition du langage est importante. Un enfant apprend à parler entre 2 et 3 ans, il faut pouvoir proposer aux familles qui le souhaitent des places en maternelle dès cet âge.

Et puis se pencher sur les conditions d'enseignement, en particulier sur les effectifs par classe



Isabelle Baillon

**Assistante sociale
Villepinte**

Ce qui doit être changé, tout de suite, c'est la vision de la difficulté scolaire, des problèmes scolaires, des moyens de réussite de certains. Il faut changer de regard.

Et puis, arrêtons cette hémorragie au niveau des postes !

Il faut dans les établissements, des équipes pluri-disciplinaires réelles, complètes avec des personnels formés et qui ont un vrai statut



Monique Gascoin

**Professeure Eco Gestion
Le Raincy**

Pour que les enfants réussissent, il faut qu'on les connaisse.

Il faut du temps pour pouvoir parler avec eux.

Il faut qu'on puisse créer du lien

Et puis les incontournables : arrêt immédiat des suppressions de postes et augmentation des salaires



Radia Chaaba

**Professeure des écoles
Saint Denis**

Une véritable formation. La formation des enseignants avant tout.

Plus de personnels, et pas que des enseignants, pour encadrer tous les élèves.

Les programmes à revoir et plus de concertation, dans les écoles c'est très important.



Stéphane Bonnéry:

La première table ronde portait sur l'éducabilité et il me semble qu'il y a quelque chose qui est ressorti avec une part d'unité et une part de positionnement différent sur laquelle il était utile de vous tendre la perche parce que je pense que ça anime le débat à gauche.

Ce matin on a pointé le fait que les savoirs, les exigences scolaires évoluent parce qu'on va vers une société où les savoirs de haut niveau sont de plus en plus présents. On a parlé d'internet, des informations où il ne s'agissait pas seulement de cliquer mais de prendre du recul, de contextualiser les informations et les savoirs, et du coup que l'école pouvait servir à former à ça.

Là dessus, il y avait une part d'accord, mais il y avait débat sur " *Est ce que l'école est un lieu d'éducation comme les autres où on fait un peu comme ailleurs ?* " ou " *Est ce que l'école a une spécificité sur la socialisation par les savoirs ?* "

Et deuxième aspect, là où on était en partie convergent et en partie dans le débat, c'était : " *Tous capables, oui, mais tous capables de quoi ?* " Certains participants de ce matin étaient plutôt sur l'idée, et ce n'était pas mon cas, il faut bien le dire, que tous les élèves sont capables d'apprendre des choses, sur une réussite individuelle, de progresser, donc une logique d'individualisation et puis d'autres intervenants dont j'étais plutôt, qui défendaient l'idée : on est tous capable d'apprendre la même chose. Et ça mettait en question le socle commun ou le choix d'une culture commune à travailler.

Pour vous dire qu'en est il ? Est ce que votre conception de l'école et des évolutions à travailler va vers l'individualisation ou pas et notamment, tel que ça se traduit dans les projets du gouvernement, faire des écoles du socle commun où on regroupe les gamins pour qui on ne viserait que ce niveau là et puis faire des écoles où on viserait plus haut. Ou est ce qu'on est sur l'idée de l'école unique pour l'élémentaire, le collège qui prépare tous les élèves à aller au delà, et jusqu'à quel âge ?

C'est sur cet ensemble de questions sur lesquelles vous êtes invité à réagir.

Vincent Peillon:

D'abord, merci beaucoup de votre invitation, moi je vais assumer pleinement le point de vue d'où je pars, c'est à dire de politique.

La grande bataille idéologique, en 2012, républicaine, progressiste, c'est de recoudre le lien entre la nation et son école.

Comme ancien professeur d'école normale et psychopédagogue, je regrette que l'école n'ait plus la place qu'à mon sens elle devrait avoir dans la nation.

Moi je pars d'un point de vue qui est très simple, historique. Je pense que la droite, elle, elle mène les batailles idéologiques. La République, donc la France comme République, s'est construite avec, autour et par l'école. C'est une spécificité de la nation Française. Depuis, la révolution Française, depuis Condorcet jusqu'à la IIIème République, jusqu'après la seconde guerre mondiale, c'est comme ça. Et lorsque l'école est blessée ou attaquée, vous avez eu un grand débat sur " identité nationale et immigration " ! On pense la France par rapport à l'étranger on ne pense pas la France Républicaine par rapport à l'école. Et donc un projet d'éducation qui est aussi un projet politique, toute la gauche du 19ème Siècle vous explique que l'école et la République, c'est la même chose, qu'on va faire la République par l'école. Là vous avez un projet de société qui met l'école de côté.

La grande bataille idéologique, pour moi, en 2012, républicaine, progressiste, c'est de recoudre le lien entre la nation et son école. C'est pour ça que **le parti Socialiste propose, et moi j'en suis heureux, un nouveau contrat entre l'école et la Nation et refait à nouveau de l'école, la priorité de l'action publique.**

Mais que ce soit pour les parents d'élèves, que ce soit pour les élèves, que ce soit pour les enseignants, je tiens à ce qu'on mène cette bataille et pas uniquement du point de vue des professionnels.

Que ceux qui sont attachés à l'école soient capables de surmonter un peu un certain nombre de petites polémiques internes, pour comprendre que l'ennemi c'est certainement pas les camarades qui sont eux même des acteurs ou des citoyens engagés de l'école mais qu'il y a un certain nombre de gens qui veulent la destruction de ce lien entre l'école et la nation. Les suppressions de postes de ces dernières années, ce qu'on nous annonce encore pour l'année prochaine, à nouveau 16 000, c'est quelque chose qui devrait quand même alerter les uns et les autres sur la violence et en même temps le caractère assumé de cette entreprise que nous connaissons. Et je tiens à dire qu'il y a, que ce soit dans les personnels enseignants ou ailleurs, une certaine démoralisation, qui fait qu'on n'a pas les luttes à la hauteur de l'ampleur du phénomène.

Ensuite, je crois que vous l'avez abordé ce matin, un des sujets de préoccupation majeure que l'on peut avoir, c'est aussi de ne pas tomber dans le piège de penser que l'école va résoudre tous les problèmes de la société, et de demander aux enseignants ou à l'école, quand on est à gauche, de résoudre toutes les autres questions. Parce qu'on se trouve alors face à des difficultés inextricables. Des problèmes de discriminations, des problèmes d'injustice sociale, de politique salariale et la question majeure de l'urbanisme ou la question de la ville, qui doivent être traitées en même temps.

Et dans une politique publique de gauche, si on affiche une priorité à l'école, il faut alors se préoccuper de ce qui va avec la réussite de l'école et avec cette conception de l'école. Donc c'est une politique qui ne peut pas se restreindre dans un programme ou un projet, uniquement à des mesures en direction de l'école.

Les sociologues attirent notre attention depuis des années, et ils ont raison, sur les conditions de vie de nos élèves, en termes de logement, en termes de lieu de vie, en termes aussi de famille, c'est tout à fait déterminant et on peut demander à l'école tout ce qu'on veut, si tout le reste de la société fait le contraire, on sera dans une impasse qu'on a déjà connue. **Donc, c'est un projet politique global qui doit accompagner cette priorité.**

“ne pas tomber dans le piège de penser que l'école va résoudre tous les problèmes de la société”

Malgré l'engagement des uns et des autres et certaines qualités de notre système éducatif évidentes, **nous avons des enseignants qui se sentent abandonnés de la puissance publique. Et pour une grande part d'entre eux découragés** et certains même assez éloignés des valeurs que je peux tenir ici en pensant qu'elles sont celles du corps enseignant dans son histoire, avec des replis individualistes

Se sont développées ces dernières années, en éducation, un certain nombre d'études comparatives, elles ne peuvent pas nous satisfaire, en tout cas ceux qui ont, ou pensent avoir, la vocation de pédagogues. Il n'y a pas de raison que dans le système Français, les enfants soient particulièrement en souffrance, que des élèves qui dans ce système souffrent plus que dans d'autres systèmes scolaires, et pas seulement les plus de 100 milles jeunes qui sortent sans qualification,.

Je pense que l'on peut mettre davantage de moyens pour l'école. On l'a fait à certaines époques, j'entendais la jeune professeur des écoles dire, il faut augmenter les traitements. Je me souviens du débat Rocard-Jospin de 89, on ne peut pas dire que la gauche ne l'ait pas fait, mais je ne suis pas sur que ça ait réglé toutes les questions qui sont les nôtres.

Donc, il y aura une question de moyens, mais nous ne pouvons pas nous limiter à la question des moyens. Et donc, il faut que nous acceptions, dans ce contrat nouveau entre l'école et la Nation, dans cette refondation Républicaine passant par l'école, il faut que nous acceptions un certain nombre de grandes réformes.



Je pense que nous avons à poser très sérieusement la question du temps scolaire. Je crois que cette question est déterminante. Pour avoir été longtemps professeur en ZEP, je ne me satisfais pas que nous ayons l'école qui offre le moins de jours d'école aux élèves et en particulier à ceux qui n'ont pas la chance de pouvoir partir en vacances, de pouvoir avoir des activités culturelles à côté etc.... On peut ouvrir toute les discussions qu'on veut après sur l'articulation du scolaire et du périscolaire, mais nous devons aborder franchement cette question.

Elle est liée, vous le savez, à celle des jeunes en bas des cages d'escaliers de Sarkozy. La réponse, elle est aussi là mais aussi dans les zones rurales où les gamins partent à 6 heures dans le froid et rentrent à 8 heures le soir, sur un nombre de jours extrêmement faibles avec les journées qui sont les plus chargées. Je pense que cette question, que tous les pédagogues connaissent bien depuis longtemps mais c'est une question fondamentale posée à la société française doit être traitée dans les discussions qu'on doit avoir sur ce nouveau contrat et je pense que tant qu'on n'abordera pas cette question et la deuxième que je vais soulever, on pourra faire beaucoup de chose, mais on ne s'attaquera pas avec l'honnêteté intellectuelle suffisante à la question de la réduction des inégalités.

(suite page 28)

Il faut bien entendu revaloriser la condition enseignante, de manière sonnante et trébuchante, sans doute, puisque ces caractères symboliques sont importants. Mais pas seulement, aussi par la reconnaissance qui est quelque chose d'absolument essentielle pour l'engagement de la Nation au côté de ses enseignants. Il faut aussi que nous posions réellement la question de la formation, comme celle des déroulement de carrières, bien sûr qu'on va aborder toutes ces questions. Mais poser aussi la question du métier d'enseignant, la présence devant les élèves, les tâches à côté, ce que nous devons faire comme enseignants ayant une mission républicaine pour être capables de conduire le travail d'équipe qui a été évoqué. Beaucoup de choses que font déjà les enseignants mais qui soient comprises comme étant partie du métier d'enseignant.

Je pense que ces 2 grands chantiers, le chantier du temps et d'autre part le chantier du métier, de ses finalités, doivent absolument être ouverts pour que nous soyons capables de convaincre et que les réformes et même les moyens supplémentaires que nous pourrions mettre par rapport à ce qui se fait aujourd'hui, même si ce sera difficile dans le contexte budgétaire qui sera celui de 2012, puissent donner des résultats et faire que les gens, c'est à dire l'ensemble de la Nation, s'engagent auprès de l'école.



Je crois que, subsidiairement, le troisième sujet qu'il faudra quand même que l'on traite, beaucoup ont cherché à s'y attaquer, ça rejoint peut être la question que tu posais à l'instant, mais qui est un débat très interne au monde enseignant telle qu'elle était formulée, **c'est la question des programmes**. Il y a une spécificité française de l'accumulation des matières dites "obligatoires" pour un certain nombre de jeunes gens. Et je crois que si on veut redistribuer du temps scolaire, faire aussi de l'éducation pour tous, il faudra réouvrir très sérieusement ce chantier.

Mais pour moi, c'est une question qui est moins importante que les 2 premières, et je souhaite qu'on dépasse les querelles entre pédagogues et républicains, que ceux qui aiment l'école soient capables de **s'associer et de construire ensemble ce contrat avec un " bougé " à la fois réformiste et progressiste, à la fois sur la question du temps et sur la question du métier d'enseignant**.

D'abord merci pour l'invitation. Et je fais une remarque sur ce que tu disais Guy sur le dialogue avec les politiques. On entre dans une année politique essentielle. Ce qui va se jouer dans un an, c'est de savoir si on en reprend pour cinq ans de " Sarkozisme " ? On voit l'état du pays au bout de cinq ans de Sarko, on peut imaginer au bout de dix ans, ou l'imaginer difficilement. Est-ce qu'on construit une alternative à ça ?

“placer au centre du débat politique de l'année à venir ces questions là : l'école, le travail...”

Si on veut construire une alternative qui en soit vraiment une, il va falloir beaucoup s'occuper de la qualité du débat politique. Parce qu'on peut passer un an à assister collectivement à la mise en spectacle de l'élection présidentielle sans que se noue réellement dans le pays le débat politique sur ce qui est attendu par les gens. Moi je pense que l'enjeu qui nous est commun, c'est de placer au centre du débat politique de l'année à venir ces questions là : l'école, le travail, beaucoup d'autres ; et dire ce qu'on fait là dessus, c'est à dire ce que la Gauche doit faire là dessus, sérieusement. **Il faut un débat massif, populaire parce que si on ne parvient pas à mettre ces questions là au cœur du débat politique, on risque d'avoir des surprises**, beaucoup de surprises et de mauvaises surprises politiques. Donc je pense que le fait de prendre cette initiative là, et d'autres c'est essentiel pour moi c'est le cœur de la question. Je veux dire par là que j'encourage ceux qui prennent ce genre d'initiatives à les prendre, à les multiplier. C'est comme ça qu'on peut construire quelque chose de sérieux dans l'année qui vient, pas autrement. Ça c'est la première chose que je voulais dire pour expliquer aussi ma présence cet après-midi.

Sur la question qui est posée, moi je voudrais dire aussi que ce n'est pas seulement la question de l'école effectivement qui devrait être au cœur d'un projet. C'est que la question des savoirs, comme tu disais Stéphane, et la question, plus globalement de la culture, de la capacité collective et individuelle de chacun d'entre nous à maîtriser les enjeux du monde dans lequel on évolue devient une question centrale, et c'est la **possibilité d'une émancipation sociale, la possibilité d'entrer dans un nouveau mode de développement humain**. Et je pense que les questions de la maîtrise des savoirs, les questions de l'émancipation culturelle des individus deviennent des questions décisives pour ça. Elles l'ont toujours été d'une certaine manière mais elles prennent une acuité plus importante encore.

De ce point de vue, effectivement, on est dans une situation très préoccupante, parce qu'on a une exigence de savoirs partagés par tous, mis en commun, construits collectivement, de plus en plus grande, et on a des sociétés d'inégalité de plus en plus spectaculaires, et c'est très problématique à l'échelle du pays, dans l'Europe, dans le monde.

Ce qui est frappant dans les révolutions arabes, singulièrement dans celles qui ont démarré en Tunisie, c'est l'exigence de développement social dans toutes ses dimensions qui est très présente. Et je pense que cet enjeu là devient un enjeu démocratique assez central par ailleurs. Parce qu'on voit bien que l'accession à la possibilité de décider dans le monde tel qu'il est passe par la maîtrise des savoirs et par la maîtrise culturelle de chacun des individus. Être un citoyen c'est être en situation de maîtrise de beaucoup d'enjeux aujourd'hui.

Aujourd'hui, on met de plus en plus de gens dans une situation d'exclusion politique. Pas seulement qu'on les écarte de tel ou tel métier, mais on les met en situation de non-maîtrise de ces enjeux. On les marginalise au sens le plus profond du terme, et de plus en plus. **Il y a un enjeu d'émancipation sociale, et un enjeu démocratique à mettre les questions de l'école et du niveau des savoirs dans l'école, au cœur du débat politique.**

La politique du gouvernement actuel, a poussé les feux, c'est vrai pour l'école, mais c'est vrai aussi pour d'autres secteurs de la société. On a un recul très important de l'exigence sur le niveau auquel on veut emmener tous les enfants et derrière la réduction des postes on voit bien qu'il y a une attaque de plus en plus importante sur les programmes, sur certaines matières.

Ce qui se passe en matière de formation des enseignants est extrêmement préoccupant, parce que derrière la destruction des IUFM, se profile un **effondrement du nombre d'étudiants qui se dirigent vers ces formations et des années de pénurie d'enseignants qualifiés**, ce qui peut être dramatique pour le niveau des enseignements et le niveau éducatif.

Donc on a des choses qui nous tirent vers le bas de manière très violente, et d'autant plus violentes que l'écart s'accroît avec les exigences qui devraient être les nôtres, qui devraient être celles de la société.

On a, lié à ça, une accélération de la mise en concurrence et pas seulement la mise en concurrence des établissements. Tous les systèmes d'évaluation qui sont mis en place sont des systèmes qui poussent à l'individualisation, à la stigmatisation des enfants et à la culpabilisation des enseignants. Ceci dans un contexte d'attaque contre les services publics conduisant inévitablement à la marchandisation. Pour le moment on en est plutôt à la marginalisation de l'extra-scolaire ou de ce qu'on sort progressivement mais on voit bien que c'est une attaque beaucoup plus brutale qui est en cours.

Moi je pense qu'il faut se poser la question de l'ambition. Parce que si la Gauche l'emportait, elle devrait faire face à cette situation là ! **Donc est-ce qu'elle entre dans une politique qui est une politique d'ambition maximum et donc de rattrapage massif et de reconstruction massive ou pas ?** C'est ça la question.

Parce qu'on ne partira pas de rien. On partira, malheureusement d'une situation considérablement dégradée et avec des exigences très importantes. Donc il faudra investir des moyens considérables, pas que des moyens financiers, pour parvenir à traiter ces enjeux là ! Il faut reconstruire au plan des réseaux, au plan pédagogique ou remettre en commun beaucoup de choses qui existent et beaucoup de potentiels. Il faut aller à l'in-

verse des processus dans lesquels on est aujourd'hui, en visant effectivement haut. Nous on avance la scolarisation de trois à dix-huit ans obligatoire. Il faut qu'on se donne les moyens d'aller vers ça.



La question des moyens se pose quand même. J'entends ce que tu dis Vincent, ce n'est pas la seule, mais elle va se poser à nous de manière très importante cinq ans de politique de RGPP quand même ! Il ne faudra pas seulement arrêter la politique de la RGPP mais se réengager dans une politique de création et de développement de l'emploi enseignant, et au-delà parce qu'on a beaucoup à construire sur les équipes éducatives en général.

Je pense qu'il faut **mettre un terme aux politiques de mise en concurrence territoriale qui sont en train de se mettre en place, parce qu'elles ont des effets ségrégatifs amplifiés**. Bien sûr on peut partager le constat que l'école ne peut pas tout, mais on peut se poser la question autrement : si on veut résoudre le problème et se fixer ce niveau d'ambition là, on ne pourra pas grand chose sans l'école non plus ! Donc moi je me poserais plutôt la question autrement. Evidemment ce n'est pas l'école qui va résoudre tous les problèmes mais si on veut sortir des millions de jeunes des inégalités dans lesquelles ils sont aujourd'hui, ce qui est sûr c'est que l'ambition éducative doit être au cœur de ce projet là.

Il faut au contraire, construire dans les territoires une ambition qui soit à la fois urbaine, culturelle, éducative, et qui soit concertée pour faire accéder toutes les populations à un niveau de développement social, culturel, de qualification qui soit beaucoup plus importante.

Puis je dirais une dernière chose qui est hors école, mais qui concerne l'école : il y a une entreprise de déqualification des jeunes qui accèdent sur le marché du travail dramatique. Les conditions dans lesquelles les jeunes qui sortent du système éducatif, les jeunes qualifiés, accèdent à l'emploi avec quel niveau de salaire devient un drame national. A travers ça on généralise une dévalorisation des niveaux de formation, de la qualification.

Et je pense que ça a des effets retour sur le système éducatif si on n'y prend pas garde qui sont extrêmement préoccupants. Donc je pense que le monde salarié en général, et le monde syndical éducatif, et d'une manière générale la société, devraient ensemble se préoccuper à nouveau de beaucoup de ces questions là.

Choukri Ben Ayed :

En ce qui concerne les projets politiques pour 2012, ma première question va concerner la sectorisation scolaire. Je voudrais rappeler que la première mesure d'assouplissement de la carte scolaire en 1984, c'est Alain Savary, ensuite il y a des alternances, Chevènement en rajoute une salve et au moment de la dernière élection présidentielle Ségolène Royal, que vous avez soutenue Monsieur Peillon, proposait aussi un aménagement, un assouplissement. Je sais que ça a donné lieu à des débats internes, mais j'ai pas entendu clairement suppression, en tout cas j'ai entendu assouplissement, accroissement des possibilités de choix de l'école. Moi je considère que l'attaque de l'UMP contre la carte scolaire et contre la sectorisation est assez emblématique de l'esprit éducatif porté, une école de la concurrence, de la compétition individuelle, du chacun pour soi, une école où finalement l'État n'est plus en position d'arbitre mais en position d'aménageur des possibilités de chacun de se retrouver dans un marché éducatif en expansion. Ma première question, pour vous deux, **comment vous situez par rapport à cette question de sectorisation ?** Moi je lis par ailleurs, notamment dans les programmes éducatifs qui sont disponibles que l'on ne reviendra pas à la sectorisation telle qu'elle était avant. D'accord, mais alors on va vers quel type de sectorisation ? J'entends qu'on va rétablir une sectorisation, que l'on va intégrer l'enseignement privé dans la sectorisation, je l'ai entendu. Donc ma première question c'est **où en êtes vous ? Quelle est votre conception de la sectorisation ? C'est le premier point.**

La deuxième question c'est la question de l'autonomie des établissements et de la gestion des établissements. Autrement dit, est-ce que l'unité pertinente de l'école aujourd'hui, c'est l'établissement singulier avec à sa tête un patron comme le disent certains responsables de l'UMP, patron qui aurait la capacité d'exfiltrer tout enseignant avec lequel il ne serait pas d'accord ? On voit bien qu'il y a une conception managériale qui se profile et en même temps moi je n'ai pas vu du côté de la gauche, en tout cas ce que j'ai pu lire, une critique en règle de la notion d'autonomie mais plutôt de son usage, et j'avoue que je ne comprends pas quel usage vous en faites et qu'est ce qui vous distingue de l'usage qui est fait actuellement par ceux qui portent la politique éducative.

Et enfin, le dernier point renvoie à **la question de la décentralisation.** Le dernier mouvement de décentralisation à mis beaucoup de monde dans les rues. En ce qui concerne l'éducation, on sait qu'il y a un choix de société entre, on va dire le tout État ou le tout local, ni l'un, ni l'autre n'ont raison, ça c'est sur, mais comment pensez vous les articulations entre l'État et les collectivités locales ? Comment est-ce que vous analysez ce transfert, je ne dirais pas transfert des compétences, plutôt transfert des problèmes au niveau local et pas nécessairement l'adéquation des moyens qui correspondent ? Bon, je prends l'exemple des programmes de réussites éducatives que l'on impose aux municipalités, ça s'appelle transférer un problème, ça ne s'appelle pas transférer une compétence en tant que telle.

Vincent Peillon :

D'abord, avant les trois questions sur les deux points évoqués, puisque c'est l'exemple même d'une équivoque ou d'une incompréhension. **Pour moi dire " l'école ne peut pas tout " c'est faire attention à ne pas vivre ce que l'on a vécu, c'est à dire la disqualification de l'école,** puisqu'on prétendrait qu'elle doit précisément résoudre tous les problèmes : problèmes sociaux, problèmes de sécurité... C'est le seul endroit dont on attend tout, par exemple, votre thème c'est la réduction des inégalités, je ne crois pas du tout que l'école peut à elle seule réduire les inégalités si elle n'est pas accompagnée de politiques publiques vigoureuses qui concernent les différents domaines que l'on a évoqué tout à l'heure.

La deuxième question que vous soulevez est intéressante : qui a attaqué les statuts ?

Je fais partie de ceux qui croient qu'il n'y aura pas de revalorisation, et moi je le souhaite, du métier d'enseignant, y compris, je le redis, dans ses attributs matériels, sonnants et trébuchants si nous ne sommes pas capables de comprendre que nous devons, y compris dans l'objectif de réduction des inégalités, accepter, que dans ce métier, ce que font beaucoup de collègues déjà, la concertation en équipe, l'accompagnement individualisé, la possibilité d'avoir une ouverture sur l'extérieur et bien c'est fondamental.

Et c'est donc cette discussion que nous devons entamer, qui est à la fois, la question des moyens bien sûr, mais des moyens dont nous savons en même temps, moi c'est ma seule exigence, que nous aurons comme résultat une réduction des inégalités, et que nous devons le faire ensemble.



Parce que je le redis, il nous est arrivé de mettre des moyens, la Droite en supprime, il est arrivé à la Gauche de faire de l'école, de l'université sa priorité, de mettre 50 milliards sur la revalorisation de la condition enseignante, j'étais d'ailleurs à ce moment là enseignant, et nous ne pouvons pas considérer non plus que nous sommes quittes des évolutions du système. Donc je crois qu'il faut qu'on mène ça ensemble.

Maintenant sur les trois questions.

La question de la carte scolaire. Évidemment, nous avons un accroissement des difficultés et des ségrégations par la Droite. Mais nous ne pouvons pas être satisfaits de la situation avant. Moi, je dois vous dire, que ça me semble être vraiment le sujet sur lequel nous n'avons pas la solution, pour l'instant. Alors si quelqu'un l'a, très bien, mais on peut rétablir par rapport à ce qu'est aujourd'hui la mise en concurrence des établissements, la carte scolaire et la sectorisation, mais telle qu'elle était elle ghettoïisait aussi.

Donc il va falloir des aménagements, il faut qu'on ait, véritablement, une réflexion qui, à mon avis, ne sera pas manichéenne là dessus. C'est-à-dire, pour ou contre, c'est pour, mais effectivement de façon plus efficace.

Sur la question de l'autonomie des établissements, moi je suis quand même pour des programmes nationaux, je suis pour qu'il y ait une autonomie dans la gestion des équipes, c'est à dire qu'on introduise dans un certain nombre de cas, la possibilité de projets d'établissements, mais qu'on reste dans un cadre qui est évidemment national, par exemple sur le recrutement, comme sur le déroulement de carrière, il ne me semble pas satisfaisant, en tout cas je ne sais pas qui évoque ces possibilités d'autonomie, jusque là ce n'est en tout cas pas nous.....

Choukry Ben Ayed :

dans le programme sur l'égalité des chances, il y a un passage, avec l'en-tête du paragraphe : c'est l'autonomie des établissements scolaires. C'est quand même des choses qui sont écrites sous la plume du parti que vous représentez, ce n'est pas une invention !

Sur la sectorisation, nous aussi on écrit des choses, je ne dis pas qu'une seule personne à la solution, mais pris collectivement y'a quand même des choses qui s'écrivent là dessus, et je suis désolé de vous interrompre, mais quand je vois l'enjeu de l'échéance comme 2012 je suis assez surpris. Les politiques si vous ne savez pas, et je vais vous provoquer un petit peu, mais demandez nous des conseils de temps en temps. Réunissez des tables rondes avec des gens qui connaissent les questions, qui les étudient depuis beaucoup d'années. Et c'est vrai qu'entre " on ne reviendra pas à la carte scolaire d'antan " et " on ne sait pas comment faire ", quand on sait qu'il y a des spécialistes de ces questions là... je suis assez surpris du désintérêt des politiques pour ce qui s'écrit. En revanche, et du coup c'est pas la Gauche qui est en cause mais plutôt l'autre camp, quand il s'agit de s'appuyer sur des données PISA par exemple, pour dire mais regardez dans les pays où il y a plus d'autonomie c'est là où on réduit les inégalités, là les cautions scientifiques ont bon dos !

Je suis désolé, on ne défend pas la carte scolaire précédente, mais elle était moins inégalitaire encore que celle d'aujourd'hui. Pour être gentil, on va dire que ce qui se passe actuellement est une sorte d'expérimentation, et peut être que la Gauche au pouvoir aurait été tentée de faire ça, mais aménager un peu la possibilité de libre choix, on voit la catastrophe à laquelle ça aboutit.

L'annonce de la suppression de la carte scolaire



c'était dès la campagne présidentielle de 2007 et nous-mêmes en tant que chercheurs on a travaillé dessus. Depuis, on a un peu avancé sur la question. Il y a des études qui ont été publiées, si vous voulez une synthèse on veut bien la faire....

Vincent Peillon :

Sur l'autonomie que vous évoquez dans le texte, j'étais en train de vous répondre sur la question de la gestion des équipes, des projets parce que tous les établissements ne se ressemblent pas, mais oui j'ai éliminé l'autonomie sur le recrutement. Il me semblait que la réponse était simple. Mais autonomie ça veut dire la capacité à se donner soi même la règle, c'est à la base même du projet éducatif français. C'est d'ailleurs dans nos instructions officielles. Donc ce n'est pas en soi un mot vilain.

“ Le contrat il est entre l'école, qu'il va falloir prendre dans sa globalité, et la Nation ”

Deuxièmement sur la carte scolaire, et c'est possible qu'il y ait maintenant une science exacte sur la carte scolaire, j'ai dit : il y a une évolution qui est négative et nous le savons. Donc nous revenons à la position d'avant mais dont vous dites, comme moi, qu'elle n'est pas satisfaisante. Nous aurons à prendre des décisions dans la concertation avec vous, que nous lisons et que nous écoutons, avec les représentants des syndicats, peut être d'ailleurs que ce ne sera pas une décision uniforme d'un coup, partout, tout de suite, parce que nous voyons bien que c'est un des sujets des plus difficile. Oui c'est un peu d'honnêteté intellectuelle.

Mais ça me permet de vous dire une chose que je n'ai pas dite tout à l'heure. Moi, mon idée sur 2012 : les choses doivent être simples, simplement dites, si vous voulez un contrat il y a deux parties. Le contrat il est entre l'école, qu'il va falloir prendre dans sa globalité, et la Nation car c'est d'abord là que me semble aujourd'hui être la première difficulté, Effectivement, l'ampleur du sujet mérite que ça dépasse largement les débats qu'on peut avoir entre nous, parce qu'il va falloir en convaincre la totalité de la Nation. La question de l'éducation comme priorité de 2012, moi je m'y engage, mais c'est quand même pas ce qui s'impose actuellement dans le paysage. Il va falloir se battre pour que cela soit le cas

(suite page 32)

(suite de la page 31)

Mais ce que je crois c'est que dans la préparation d'une loi de programmation, il va falloir qu'il y ait un temps de concertation. Je l'ai dit tout à l'heure, ce contrat doit être préparé avec l'ensemble de ceux qui participent à la vie de l'école. **Et je crois qu'on a absolument besoin de construire cette démarche contractuelle.**

Sur des sujets comme celui que vous évoquez, la carte scolaire comme sur d'autres, j'ai parlé tout à l'heure des rythmes scolaires, on mesure bien la difficulté de la discussion qu'on va avoir. Pas seulement d'ailleurs avec le monde enseignant, avec les représentants du monde du tourisme, avec les entreprises... Il y a des enjeux économiques considérables, périphériques à l'école, qui ont toujours beaucoup pesé sur l'école et sur un certain nombre de décisions.

Donc je pense que nous allons avoir besoin d'un temps de discussion. Est-ce qu'il sera de six mois, est-ce qu'il sera d'un an, avant une loi de programmation mais **il faudra que s'ouvre, comme on l'avait fait pour les états généraux de la recherche à un moment, une grande négociation**, et d'abord avant la négociation, une grande consultation.

La décentralisation, on en connaît les qualités, les effets pervers. Il y a un certain nombre d'éléments qui relèvent des compétences de la décentralisation sur lequel on peut quand même poser un certain nombre d'exigences nationalement, pour le reste l'éducation nationale elle est nationale.

C'est très compliqué comment on utilise " national " et le seul parti qui l'a mis c'est le Front National. Le seul endroit où il y a consensus c'est sur " Education Nationale " et c'est pour ça que j'étais parti tout à l'heure de ce lien entre l'école et la nation. C'est seulement là, y compris pour la Gauche, qu'on accepte nous de dire " national ", parce que dans toute la tradition c'était " patriote " et pas " national ". Donc dans cette question, pour moi, il n'y a pas de difficulté. Il y aura quand même besoin de mobiliser les Régions, y compris sur des changements de conception. Par exemple, quand j'aborde la question du métier d'enseignant qui concerne directement des compétences qui sont des compétences des collectivités locales.

Pierre Laurent :

Sur la carte scolaire, il faut absolument mettre un terme à cette logique de l'accélération de la ghettoïsation. Il faut surtout sortir d'une vision qui consiste à considérer les classes populaires comme un problème, comme quelque chose qui est difficile à traiter.

Il faut inverser le regard maintenant. Si on est d'accord sur l'ambition éducative, alors il faut se dire qu'il y a un potentiel extraordinaire dans les endroits qui sont le plus discriminés aujourd'hui et donc il faut se donner les moyens de laisser à ce potentiel les moyens de s'exprimer. Donc moi je crois qu'il faut inverser le regard que l'on porte sur ces questions et cesser d'être seulement à la recherche de mécanismes de mixité

Là on est en Seine Saint-Denis, où on a la population la plus jeune d'Île de France. On devrait en faire l'endroit où l'investissement éducatif au sens large soit le plus important puisque potentiellement, si on mettait les moyens dans un département comme celui là on aurait un élément de dynamisme pour la société et pour la région, considérable ; or on continue de faire exactement l'inverse pour le moment !

Sur l'autonomie là aussi on voit bien que c'est une logique extrêmement perverse qui est à l'œuvre : regroupement des établissements, fonction managériale. Il faut être vigilant sur les modes de rémunération parce qu'on voit bien que la culture managériale qu'on essaie d'instituer peut rentrer de manière perverse à travers les systèmes de rémunération ; on connaît très bien ça dans l'entreprise. On peut avoir des choses extrêmement dangereuses, qui consistent, au prétexte de valoriser ces fonctions là, de conduire à exactement l'inverse.

Donc je pense qu'il faut être vigilant sur ça et **préserver les systèmes nationaux de recrutement, de mutation contre les logiques d'individualisation, de profil de poste, de rémunération individualisée**, qui sont déjà mises en place progressivement, et enrayer ces logiques de concurrence.

Sur la décentralisation je veux dire une chose, c'est que là il faut tirer la sonnette d'alarme. D'abord on a les risques de mise en cause de l'éducation nationale, mais en plus, actuellement les collectivités locales sont en train de rentrer dans l'impasse totale, enfin quand elles n'y sont pas déjà.

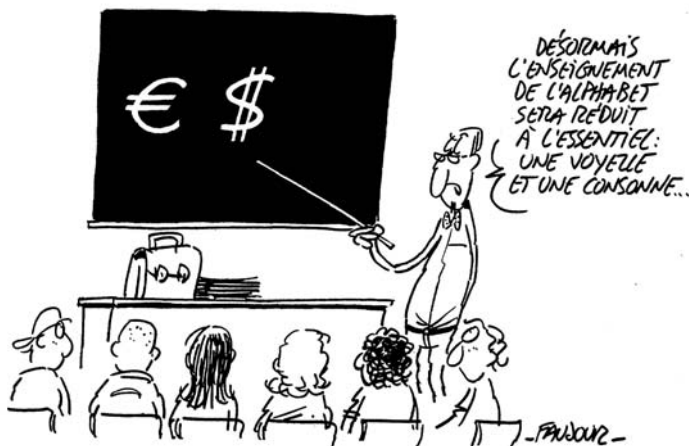
Moi je suis conseiller régional, la discussion sur le budget des lycées a démarré comme ça en Île de France. Une région comme la région Île de France n'a plus de moyens, n'a plus aucun moyen réglementaire d'augmenter ses recettes. Donc la colonne recette, politiquement, nous n'agissons plus sur cette partie là. Ensuite on débat des dépenses. Quand on est face à des besoins de développement comme c'était le cas dans les lycées on a un budget qui est totalement rigide. **La seule discussion qu'il y a eu en région Île de France, et c'est notre action à notamment permis ça, c'est un recours supplémentaire à l'emprunt** pour pouvoir faire face à un certain nombre de besoins. Sinon on avait une projection presque automatique, on est dans une situation d'impasse.

Pour que les collectivités locales puissent faire face à ces besoins, il faut repenser l'ensemble des choses. Si on maintient les compétences actuelles des départements, des régions, il faut repenser totalement la compétence partagée collectivités locales État national, et repenser totalement la projection des moyens. Sinon, forcément, nous allons aller vers un éclatement de fait des logiques nationales et une

inégalité de fait croissante d'une région à l'autre, d'un département à l'autre. Et si les collectivités locales ne mènent pas cette bagarre là on aboutira à ce qu'on connaît en ce moment en Seine Saint-Denis, c'est à dire que des collectivités de gauche vont justifier, au nom de faire face à leurs besoins, leur recours au partenariat public privé.

Il y a une bataille politique à mener pour les collectivités locales de gauche pour passer à l'offensive sur ces questions. Sinon nous allons nous faire enfoncer budgétairement et on va avoir des collectivités locales de gauche qui vont justifier des replis de la sphère publique, très problématiques pour l'avenir, parce qu'en terme de maîtrise du système d'éducation public on entrera dans des logiques de plus en plus perverses, des logiques d'éclatement.

Donc je crois qu'il y a urgence à mener la bataille politique maintenant, et **si la Gauche revient, je pense qu'il faut remettre à plat et repenser totalement la compétence partagée entre État et collectivités locales**.



Guy Trésallet :

Puisqu'on était sur la décentralisation, je suis quand même étonné aujourd'hui, alors que **lorsqu'il y a eu la dernière phase de décentralisation concernant les personnels TOS des débats notamment à l'ADF et à l'ARFont eu lieu sur la réversibilité** : si on revient aux manettes, on retourne à une gestion complète au sein de l'éducation nationale, de ne plus entendre parler de cette question. Où en êtes-vous aujourd'hui ? Surtout, qu'au-delà de l'aspect finances / statut est aussi posé le rôle éminemment éducatif de ces personnels.

Deuxième chose, j'ai bien entendu tout à l'heure la précision, "si l'école ne peut pas tout, c'est pour éviter les disqualifications". OK . Mais, mais **quand une collectivité territoriale à majorité de gauche dit : " moi, je peux pas tout " est-ce que ça l'autorise à recourir à n'importe quelle pratique**, par exemple à se précipiter, pour construire des locaux scolaires dans un système de fuite en avant qui s'appelle le partenariat public-privé ?

Pour ceux qui ne le savent pas, ce partenariat public-privé, consiste à passer des contrats avec de grosses boîtes privées, en général les majors du bâtiment, leur laisser les clefs pendant 20, 25 ans période pendant laquelle ils sont propriétaires, leur payer un loyer et récupérer, à la fin du contrat, les locaux. Je ne développe pas sur le véritable patron, l'embauche de personnels hors fonction publique, l'occupation des lieux hors temps scolaire... voire sur la qualité du bâti ;

Quand on disait tout à l'heure on à besoin d'échan-

ger, et d'être écoutés, je reprends la formule qu'employait Choukri tout à l'heure, je pense qu'il faut que vous profitiez de nos expériences et de nos interrogations, mais que pensez-vous de ces comportements ?

Vincent Peillon :

De façon générale la tendance qui est à faire entrer le privé dans un certain nombre de missions qui me semble publiques n'est pas quelque chose de satisfaisant. Je ne connais pas quelle est l'équation du dossier, même si je la comprends, surtout avec les chiffres que tu donnes qui fait que n'ayant pas les ressources propres suffisantes pour répondre aux besoins et aux attentes de la population, s'est monté, dans une collectivité gérée par la gauche, ce projet sur lequel vous avez des réserves, les miennes sont plus globales. Par contre dans ma responsabilité ce que je sais, et je ne reviens pas sur le cadrage du discours de tout à l'heure qui est quand même un cadrage sur lequel on aura aussi à s'exprimer, c'est qu'il y a des choix budgétaires à faire et ils ne sont pas infinis, donc ça supposera de pouvoir convaincre et pour convaincre il faudra aussi se réformer et obtenir des résultats, y compris dans la lutte contre les inégalités où même quand on a mis des moyens on a pas toujours eu des résultats.

“La question des péréquations et donc des ressources, elle est fondamentale”

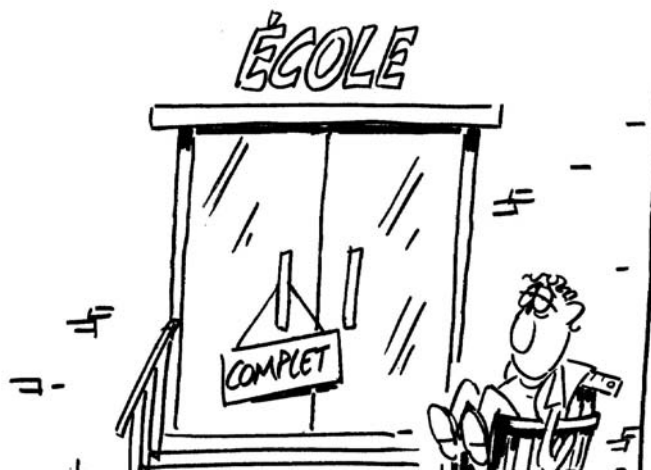
La question majeure pour moi et qui m'intéresse depuis des années, qui concerne la Seine Saint Denis, c'est la question des ressources. C'est à dire qu'on a un problème de solidarité des territoires en terme fiscaux comme on a plus généralement ce qui fait qu'il y a des départements c'est le cas de la Seine Saint Denis, où on a la concentration la plus grande de la jeunesse et puis on a des territoires qui sont très pauvres en terme de recettes fiscales et puis on a des territoires qui n'ont pas les même exigences à accomplir en terme d'éducation et qui sont riches, je pense en particulier dans les Hauts de Seine dans lesquels j'ai enseigné. La question des péréquations et donc des ressources, elle est fondamentale et ,je pense, ça fait parti du projet de la gauche, je pense que en gros aujourd'hui on doit être à peu près sur 7 à 8 points de transfert et qu'il faut tripler ou quadrupler ces transferts et donc monter jusqu'à à peu près 25 point pour être capable de répondre à ses besoins. Dans un cadre financier assaini comme ça, avec ces solidarités, on arrive mieux à répondre à ses besoins. Ça ça me semble quand même l'axe essentiel parce que sinon on se heurtera toujours quand même aux mêmes difficultés et j'imagine, je n'ai pas à prendre la défense d'une collectivité locale particulière, mais enfin gérée par l'ensemble de la gauche, j'imagine quand même que si la gauche a fait ça pour la Seine Saint Denis c'est pas contre la Seine Saint Denis et c'est pas contre l'école c'est parce que entre plusieurs inconvénients, elle a choisi celui-là avec toutes les difficultés que vous dites.

Pierre Laurent :

Partenariat public-privé, vous connaissez notre position. En Seine Saint Denis c'est pas la gauche, c'est une partie de la gauche qui a fait ça. Nous on s'est opposés dans la gauche à cette logique là, justement parce qu'elle prétend répondre à un problème mais, les 2 critiques que nous on fait, c'est qu'il y a une intégration de la contrainte budgétaire au lieu qu'il y ait combat contre cette contrainte budgétaire et deuxièmement les problèmes à venir sont considérables et on se met dans un engrenage extrêmement problématique.

Sur la décentralisation, moi je pense que, en soi, **le fait de déconcentrer les responsabilités plombe l'État** puisque les collectivités territoriales font aussi partie des instruments de politique publique

En matière d'éducation nationale, la logique éducation nationale doit être préservée et quand on est dans l'exercice de ses compétences on doit avoir les moyens, y compris les moyens de péréquation pour faire face aux inégalités. Effectivement, aujourd'hui ce n'est pas ce qui est en train de se passer. On renvoie les collectivités locales à leurs impasses budgétaires et on les met dans une situation d'inégalité croissante. On pourrait reconstruire les choses totalement différemment, penser totalement autrement la décentralisation et donner les moyens aux collectivités locales d'y faire face dans un cadrage nationale qui soit maîtrisé. Soit on rentre dans une logique de ce type, soit au contraire on est dans la logique actuelle qui est extrêmement destructrice.



Stéphane Bonnéry :

Oui la droite est en train de casser le service public, Ok mais je crois qu'on se trompe si on croit qu'elle n'est en train de faire que ça. Elle en construit un autre, une autre école, elle ne se contente pas de défaire. Je crois qu'ils n'ont pas passé des années avec des Thin Tank, juste pour prendre leur revanche, sur un milieu, l'école, où ils ne faisaient pas beaucoup de voix

Ils sont en train de construire un autre système éducatif au service d'une politique qui sert le profit. Une école à plusieurs vitesses, où ils ont décidé avec la stratégie de Lisbonne (pas ratifiée que par des gouvernements de droite), que l'on conduirait 50 % d'une génération à BAC +3 (et on y est pas encore à une

génération à BAC + 3), mais dans un sous BAC + 3 déconnecté de la recherche et les autres 50 % on n'investit pas dessus pour qu'ils y arrivent ? Et tout petit pourcentage, dont on ne parle jamais, qui eux très socialement choisis, iront bien au-delà.

Ils sentent bien qu'il y a des choses qui montent dans la société, le poids de la connaissance, le poids du savoir et ils essaient de capter ça à leur profit. Juste, au profit du profit si je puis dire.

“ je reste sur ma faim en entendant il faut faire de l'école une priorité, la droite fait de l'école une priorité!”

Mais face à cette situation, le choix qu'on doit faire, c'est juste se dire on doit les enlever (ceux qui sont au gouvernement) et les remplacer par d'autres, sachant qu'ils font juste qu'obéir à des injonctions qui viennent d'au dessus, ou est-ce qu'il faut faire une autre politique ? C'est pour ça que je reste sur ma faim en entendant il faut faire de l'école une priorité. La droite fait de l'école une priorité, une priorité pourquoi faire ?

C'est pour ça qu'il me semble que c'est compliqué de dire, on va faire du donnant-donnant sur des mesures techniques parce que **ce dont on a besoin, ce n'est pas des mesures techniques, c'est d'un projet politique, " une école pourquoi faire ? "**

Je comprends que c'est pas simple parce que le socle commun, ça découle largement de la stratégie de Lisbonne. Comment on vote un truc au niveau Européen en disant en France, on veut une école républicaine de l'égalité et en même temps on met le socle commun ce qui est un peu le contraire, on se prend les pieds dans le tapis !

Il faut des espaces de confrontation, sans faux semblants. Parce que sur le donnant-donnant, les enseignants, sont pris dans des contradictions. Comment on fait avec une population toujours aussi populaire pour enseigner des savoirs toujours plus difficiles, dans un contexte où on nous dit, il faut sélectionner ceux qui vont plus loin et ceux qui ne vont pas plus loin ?

Bien sur que personne n'attend des partis politiques qu'ils aient à faire des choix pédagogiques précis, détaillés. Ceci dit, il me semble que ce qui aiderait, c'est qu'on confronte. Et c'est pas grave qu'on ne soit pas d'accord. Parce que si il y avait plusieurs réponses de gauche, clairement audibles par la population et qui se confrontent, on ne serait quand même pas dans la situation où le commun des mortels à l'impression que la droite a une proposition et que la gauche ne fait que résister.

Ces diverses propositions c'est, face au socle commun qu'est-ce qu'on propose ? Et il me semble qu'il y a un besoin pour faire face à la société dans laquelle les mêmes vivront de les former beaucoup plus longtemps, beaucoup plus loin. Ça passe par quels contenus de savoir et de culture, comment on fait pour l'enseigner à tous, comment on combat les inégalités, comment on fait en sorte qu'il y ait les moyens pour ça ?

Moi il y a une donnée qui me fait toujours réfléchir c'est que la masse salariale de l'éducation nationale, en volume, équivaut à ce que tous les ans, la France rembourse non pas de l'emprunt mais des intérêts de l'emprunt à la banque centrale européenne !

Choukri Ben Ayed

Pour conclure, je voudrais rassurer, tout à l'heure par rapport à une question qui avait été posée, bien évidemment la sectorisation n'est pas toute la question éducative ça je souscris entièrement à ça ! C'est un des éléments, à mon avis, fort, parce que dès lors qu'on aurait un marché scolaire généralisé, je ne vois plus comment on pourrait produire une politique éducative puisqu'on serait simplement dans le marché et puis il n'y aurait plus de possibilité de réguler. Mais effectivement, quand bien même, on arriverait à résoudre le problème de la sectorisation qu'on n'aurait pas résolu le problème du rapport du savoir et de l'apprentissage.

“Le désarroi aujourd'hui en matière d'école est considérable”

Je voudrais finir sur quelques traits d'humour et d'esprit, pas du tout mal intentionné de ma part en tout cas, pour dire que j'ai l'impression qu'on a un problème de temporalité.

Le premier point c'est qu'il me semble avant de faire des arbitrages entre les services publics, qu'il faudrait quand même déjà accéder au pouvoir, et on n'en est pas là pour le moment. Il y a quand même des conditions de possibilité d'accès à ce pouvoir, c'est de convaincre, y compris le peuple de gauche, de voter pour des candidats de gauche. Le désarroi aujourd'hui en matière d'école est considérable, vraiment considérable. Qu'il s'agisse des parents d'élèves, qu'il s'agisse des élèves eux mêmes, qu'il s'agisse des enseignants et même je l'ai constaté il n'y a pas longtemps à l'occasion d'une conférence, y compris on assiste à une sorte de, non pas de rébellion, mais de " désadhésion " très forte de hauts fonctionnaires de l'Éducation Nationale contre le cabinet du Ministre. Et je pense qu'il y a une occasion rêvée, franchement, de tendre une main claire, nette et précise, avec un **projet qui soit extrêmement convainquant et qui soit très offensif, qui soit une vraie alternative et non pas une recherche de compromis entre différentes questions qui sont posées aujourd'hui.** L'attente est considérable, mais aujourd'hui rien n'est gagné de mon point de vue.

Le deuxième point en matière de temporalité, c'est de dire qu'avant de considérer que l'on n'a pas de réponse à nos questions, il faudrait nous poser les questions avant, puis créer les conditions de la réponse. Ensuite on verra ! Je dis ça avec humour, mais ma question est beaucoup plus simple. Vous avez employé le terme de "consultation", beaucoup ! Et je me suis dit tiens c'est marrant, ce terme moi ça m'évoque la dissymétrie. On est en haut et on consulte le bas. Mais moi je n'ai pas l'impression que c'est de ça dont on a besoin aujourd'hui, en tout cas pas ça dans les conditions d'une campagne électorale, ça c'est sûr.

Pourquoi on ne pourrait pas créer les conditions, non pas de se consulter les uns les autres, mais simplement de travailler ensemble sur des questions qui sont des questions délicates. C'est l'appel que je lance. Moi je ne demande pas à être consulté, je ne crois pas non plus que mes collègues chercheurs demandent à être consultés.

Il n'y a pas longtemps, on a été auditionnés au Conseil Économique et Social sur des questions d'inégalité. Je ne suis pas sûr que ça change le cours des choses. Nous on a besoin de travailler avec des gens qui vont avoir à traiter de questions extrêmement complexes, techniques. Je concède que les réponses que l'on peut apporter ne seront jamais des réponses simples, et qu'elles nécessiteront des arbitrages par la suite. Mais, de grâce, avant de dire nous n'avons pas les réponses, posez nous les questions.

Guy Trésallet :

Je n'ai pas la prétention de conclure de manière définitive, ni de tirer un bilan exhaustif. Simplement, j'ai la prétention, au nom de la FSU, de dire qu'on ne s'est peut être pas complètement plantés aujourd'hui.

Parce qu'effectivement ça fait longtemps qu'on développe cette idée que les **suppressions massives d'emplois, la précarisation, la casse du service public sont de vrais choix politiques**, qu'il ne s'agit pas, d'abord, de choix budgétaires comme le gouvernement veut le faire croire.

Il nous faut continuer et multiplier ces rencontres, les élargir. Nous sommes persuadés, à la FSU, que notre objectif commun doit être l'élargissement le plus possible. Un seul exemple. Quand on dit il faut redonner du sens à l'école, et que dans le même temps les parents d'enfants qu'on appelle en difficulté, qui sont en fait les parents des milieux populaires, sont culpabilisés (si le gamin à l'école ne réussit pas c'est de sa faute, ensuite c'est la faute des parents qui n'ont pas su faire...), au bout d'un certain temps, ce sont les premiers qui ne croient plus au rôle émancipateur de l'école. Voyez le paradoxe, **ceux qui ont le plus besoin de l'école sont les premiers qui ne croient plus en l'école.**

Si nous voulons que l'éducation ne soit pas absente des prochaines échéances politiques, à nous de prendre les choses en main

Alors, poursuivre ces débats de haut niveau, et j'en remercie une nouvelle fois tous les acteurs, mais innover aussi avec de vraies rencontres dans les quartiers, au plus près de celles et ceux qui ont le plus besoin d'école. Et pour ça, nous avons besoin des municipalités et de l'ensemble des partenaires de ce département

. Et puis je crois pour terminer, en vous remerciant d'être venus, que quand même cette idée d'avoir des confrontations sur le fond avec les responsables politiques, même si il n'y en a que deux qui ont eu le courage d'aller jusqu'au bout et de venir, et je les salue vraiment, est à retenir.. Je pense que ça devrait donner l'exemple à d'autres, mais peut être que le terme " exemple " n'est pas bien choisi, mais donner envie à d'autres de faire la même chose

Si nous voulons que l'éducation ne soit pas absente des prochaines échéances politiques, à nous de prendre les choses en main. **La Seine Saint Denis l'a fait, elle passe volontiers le relais**, multiplions ce genre d'initiative, et ne baissons pas les bras.

CARTE AVANCE SANTÉ

AU CME, C'EST MA BANQUE QUI AVANCE MES FRAIS DE SANTÉ.

0€
à avancer*



L'assurance santé du Crédit Mutuel Enseignant prend soin de vous et de votre budget. Elle vous propose gratuitement la carte CB Avance Santé pour régler votre médecin, pharmacien, dentiste, opticien... sans avancer d'argent. Les dépenses ne seront débitées de votre compte qu'après le remboursement de la Sécurité sociale et de votre complémentaire*. Pour comparer prix et garanties, rendez-vous au CME ou sur www.bancassurance.creditmutuel.fr.

Crédit  Mutuel

Enseignant

www.cme.creditmutuel.fr

CRÉDIT MUTUEL ENSEIGNANT ÎLE-DE-FRANCE – TÉL. : 0 820 099 989 (0,12 € TTC/MIN)

ANTONY CME92@CREDITMUTUEL.FR
BOBIGNY CME93@CREDITMUTUEL.FR
CERGY CME95@CREDITMUTUEL.FR
CRÉTEIL CME94@CREDITMUTUEL.FR
EVRY-COURCOURONNES CME91@CREDITMUTUEL.FR
MELUN CME77@CREDITMUTUEL.FR
PARIS QUARTIER LATIN CME.PARIS5@CREDITMUTUEL.FR
PARIS HAUSSMANN CME.PARIS9@CREDITMUTUEL.FR
PARIS LA DÉFENSE CME92LADEFENSE@CREDITMUTUEL.FR
SERRIS CME77@CREDITMUTUEL.FR
VERSAILLES CME78@CREDITMUTUEL.FR